

## Le marché international de la banane, étude géographique d'un «système commercial»

J.-C. MAILLARD

*L'ensemble des chapitres à paraître dans notre revue reprend l'essentiel de la matière d'une thèse de Doctorat d'Etat de Géographie soutenue en décembre 1983 devant l'Université de Bordeaux III où l'auteur est actuellement Maître Assistant à l'UER de Géographie et d'Etudes régionales. Nous avons en effet largement écourté les développements généraux qui occupent l'essentiel du premier tome de l'ouvrage et exposent une série de thèmes bien connus des praticiens de la production et du commerce bananier.*

*On a, par compte, gardé presque in extenso les chapitres concernant la géographie de la culture et l'état récent du marché qui constituent l'apport le plus original de ce travail et sont, de fait, les plus utiles pour les professionnels comme pour tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin aux problèmes du commerce. Si, enfin, on n'a pas jugé bon de reprendre les diverses annexes répertoriant un certain nombre de documents d'ordre juridique ou de textes jalonnant l'évolution de la négociation internationale engagée depuis 1964, il nous est cependant apparu utile de publier une bibliographie qui, sans prétendre à être exhaustive, a le mérite de rassembler les ouvrages et articles les plus importants pour l'étude et la compréhension du marché.*

*On a donc supprimé un certain nombre de longueurs inhérentes à la finalité universitaire du travail mais les personnes désireuses de consulter le texte dans son ampleur originelle pourront toujours se reporter aux documents microfichés que diffuse le Centre national de Documentation sur les Départements d'Outre-Mer (documents 4820 à 4825 inclus) ou se mettre en rapport avec le Centre d'Etudes de Géographie tropicales (CEGET) de Bordeaux (Domaine universitaire - 33405 Talence Cedex).*

LE MARCHE INTERNATIONAL DE LA BANANE,  
ETUDE GEOGRAPHIQUE D'UN «SYSTEME COMMERCIAL».

J.-C. MAILLARD

*Fruits*, Sep. 1984, vol. 39, n° 9, p. 501-539.

RESUME - Une série d'articles reprend le contenu d'une thèse de Doctorat d'Etat en géographie soutenue devant l'Université de Bordeaux III en décembre 1983, intitulée : «Le marché international de la banane, étude géographique d'un «système commercial». Dans cette première publication, l'auteur rappelle les conditions générales de la culture d'exportation et s'attarde plus particulièrement sur les systèmes de production en usage. Suite de la publication de cet ouvrage dans les prochaines livraisons de la revue «FRUITS».

## Répertoire des thèmes abordés

### LE COMPLEXE AGRONOMIQUE ET TECHNIQUE DE LA BANANE.

#### Première partie : La plante et sa culture.

- Chapitre I - Une plante tropicale de large diffusion.
- Chapitre II - Une grande souplesse écologique.
- Chapitre III - Les systèmes de production de la bananeraie commerciale.

#### Deuxième partie : Le système de commercialisation de la banane.

- Chapitre I - De la plantation au port d'embarquement.
- Chapitre II - D'un port à l'autre.
- Chapitre III - Du port d'entrée jusqu'au consommateur final ou les derniers maillons de la chaîne du froid.

### LA GEOGRAPHIE D'UNE PRODUCTION SPECULATIVE.

#### Première partie : La prépondérance américaine : le poids de l'Amérique centrale.

- Chapitre I - Aux origines de la grande culture bananière en Amérique centrale : Le Costa-Rica et le Panama.
- Chapitre II - Le groupe de production Nord-isthmique : Formation et évolution de la grande zone bananière honduro-guatémaltèque.

#### Deuxième partie : La prépondérance américaine : l'Amérique du Sud et les Antilles.

- Chapitre I - L'Amérique du Sud.
- Chapitre II - La zone antillaise et ses annexes continentales (Surinam et Belize).

#### Troisième partie : Le lent essor de la production bananière commerciale en Afrique, en Asie et en Océanie.

- Chapitre I - Le rôle historique et actuel de la production péri-africaine.
- Chapitre II - Vieux producteurs et nouveaux venus de l'Asie et de l'Océanie.

### LE COMMERCE DE LA BANANE : CONDITIONS ECONOMIQUES ET STRUCTURELLES DE LA DISTRIBUTION LOINTAINE DU PRODUIT.

#### Première partie : La demande.

- Chapitre I - La dynamique de la consommation.
- Chapitre II - La géographie de la demande.

#### Deuxième partie : Marchés libres et marchés protégés.

- Chapitre I - Le marché libre.
- Chapitre II - Les marchés protégés.

#### Troisième partie : Vers une organisation internationale du marché.

- Chapitre I - L'impossible Marché Commun de la banane.
- Chapitre II - Les difficiles progrès de la négociation mondiale.

### CONCLUSION GENERALE.

### BIBLIOGRAPHIE, TABLES ET INDEX.

*Que toutes les personnes et organismes privés ou professionnels qui ont aidé à la préparation de cet ouvrage trouvent ici l'expression de notre plus sincère gratitude. Puisse ce travail ne pas décevoir la confiance qu'ils nous ont assez spontanément témoignée.*

J.-C. M.

## INTRODUCTION

Il n'y a pas beaucoup plus d'un siècle que la banane fait l'objet de transactions internationales, mais ce n'est guère qu'avec les années 1926-1940 que l'on parvient à dépasser régulièrement les 2 millions de tonnes, et il faut ensuite attendre 1950 pour que soient durablement franchis les 2,5 millions de tonnes, le maximum de l'entre-deux-guerres, et 1977 pour que soit enfin percé le plafond des 7 millions de tonnes, approché dès 1973, à la veille du premier choc pétrolier. Et pourtant, malgré l'apparente modestie de ces chiffres, malgré le caractère relativement tardif du grand essor de cette spéculation, malgré la faible place que tient de toute évidence la banane d'exportation dans le commerce des pays industriels comme dans l'occupation de l'espace aux latitudes tropicales ou subtropicales où elle trouve ses terroirs d'élection, force est de constater que cette denrée périssable dont on ne fera certainement pas le symbole du produit de première nécessité joue un rôle économique sans commune mesure avec son utilité réelle. Mais n'est-ce pas après tout, selon MONTESQUIEU, la nature du commerce que de «rendre les choses superflues utiles et les utiles nécessaires» ?

Aucun autre produit sans doute plus que la banane ne doit en effet son succès à l'efficacité de ses intermédiaires commerciaux ; aucun autre en tout cas n'aura trouvé dans l'activité obstinée d'une seule entreprise, mais géante, une réussite aussi incontestable. Car quelles que soient les raisons que l'on puisse avancer pour justifier l'extraordinaire réussite de ce fruit dès les débuts du siècle, c'est bien à la United Fruit Company qu'incombe sinon la découverte de ses possibilités économiques, au moins la révélation des véritables perspectives internationales d'une activité jusque-là enfermée dans de strictes relations de voisinage. Ne doit-on pas en effet reconnaître que si, dès les années 1900-1914, on peut dessiner les limites d'un premier marché bananier, c'est essentiellement autour de cette grosse affaire qu'il se structure tant aux Etats-Unis où elle a d'abord concentré ses activités, qu'en Europe où elle sait très tôt capter à son avantage les services de la seule entreprise qui ait pu lui faire à l'époque une véritable concurrence.

Pourtant alors que de 1918 à 1929 cette puissante entreprise renforce partout ses positions économiques et qu'au terme d'une lutte sans merci elle parvient enfin à contraindre son principal rival en Amérique latine à abandonner la lutte, il faut bien remarquer que déjà les menaces les plus graves pèsent sur sa réussite et se précisent les facteurs de renouvellement qui devaient dans les trente années suivantes venir bouleverser les données de la situation internatio-

nale d'où résulte au total l'état présent du marché. Le Mal de Panama grignotant patiemment les plus vieilles régions de culture de l'Amérique centrale et des grandes Antilles, l'effort d'émancipation de plus en plus résolu de la production jamaïcaine forte de l'appui des Pouvoirs publics, les progrès de la tentation protectionniste en Europe, les premiers graves mouvements sociaux en Colombie et bientôt au Costa-Rica, les conflits d'intérêt au Honduras où les heurts avec la concurrence revêtent dans les années 20 une acuité particulière, le plafonnement de la consommation nord-américaine et les premières manifestations de la Crise mondiale au terme de la période, tout signale que s'achèvent les années de facilité et s'ouvrent à l'évidence des perspectives plus incertaines.

On pourrait ainsi sans forcer les choses écrire toute l'histoire de la spéculation bananière internationale en se plaçant du seul point de vue de la UFC puisqu'aussi bien, après trois décennies de mutation permanente, cette entreprise se trouve encore occuper une position de premier plan et dominer le commerce mondial, quoique d'une façon moins exclusive que par le passé, de sa forte stature. Mais ne serait-ce pas du même coup fausser quelque peu la réalité des choses puisqu'il est malgré tout certain qu'une bonne partie des changements récemment survenus se sont effectués de toute évidence «contre elle», et qu'elle consacre finalement à partir de 1930 beaucoup plus d'énergie à sauver les positions qu'elle s'est acquises plutôt que de chercher à se renouveler. C'est pourquoi sans renoncer totalement à l'approche «monographique» qui a bien sûr l'avantage de mieux faire sentir les réalités quotidiennes de la «spéculation bananière», nous avons ici préféré aborder l'étude du Marché dans sa globalité en variant cependant les angles d'attaque afin de rendre compte de sa complexité sans sacrifier le moins du monde la richesse du sujet à la rigueur de l'analyse. Ce faisant nous avons tenté de dégager le rôle des intermédiaires commerciaux dans l'organisation de l'espace international et la contribution qui fut la leur dans quelques types régionaux de développement ; et plus spécifiquement de montrer la genèse d'un «système commercial» original, la logique de son épanouissement à travers les aléas nombreux de la production et de la vente vers une organisation de plus en plus efficace puis de moins en moins arbitraire de la distribution.

A une époque où les circuits commerciaux sont souvent décriés parce que mal connus ou mal interprétés, nous avons voulu ainsi, sur un cas probablement limite, essayer

de cerner la réalité, et montrer dans son évolution le rapport des forces à la fois antagonistes et complémentaires d'où résultent dialectiquement ce qu'il est convenu d'appeler les «équilibres du marché».

\*\*\*

Dans l'esprit où nous avons abordé ce travail, notre plan sera donc des plus simples. Après avoir en effet évoqué avec quelques détails les principales caractéristiques de ce que nous appelons le «complexe agronomique et technique» de la banane afin de souligner l'étroite interdépendance de ses éléments, nous serons ainsi amené dans un premier temps à une évocation précise de la «géographie d'une production spéculative» dont l'apparente permanence dissimule en fait une étonnante mobilité qui vaut à la banane une très ancienne réputation de culture «pionnière», puis à une analyse non moins détaillée des conditions actuelles de sa commercialisation au terme de deux décennies où se manifeste on le sait une volonté de renouvellement aussi spectaculaire que parfaitement inattendue.

Cependant avant d'aborder plus directement le sujet, il nous est apparu souhaitable de permettre au lecteur surtout s'il est peu averti de ces problèmes, de prendre à la fois une idée globale de l'état du Marché bananier et une image précise des principaux courants commerciaux qui l'organisent, de leur évolution notamment dans les soixante dernières années pour lesquelles on dispose de données statistiques comparables sinon toujours parfaitement homogènes. C'est à cette fin qu'ont été dessinés les cinq cartogrammes qui suivent, les deux premiers tirant parti des compilations effectuées par MM. ARIES et CADILLAT (1944) pour les années de l'entre-deux-guerres, les trois autres exploitant les tableaux statistiques de la FAO. La périodicité retenue doit surtout nous permettre de saisir les changements survenus dans le long terme, mais le choix d'un autre rythme, la multiplication par conséquent de ce type de document, n'aurait pas été beaucoup plus concluante.

On sera d'abord frappé à l'examen de ces graphiques par la permanence des grands courants commerciaux qu'ils révèlent, par le fait aussi que sur une trame aux lignes essentiellement méridiennes, s'inscrivent progressivement malgré tout un certain nombre d'axes obliques. On remarquera particulièrement l'importance des flux mettant en relation initialement l'Amérique moyenne et l'Amérique du Nord puis, de façon de plus en plus évidente, l'Amérique moyenne et l'Europe du Nord-ouest où se dessinent très vite les gros foyers de consommation que rassemble maintenant pour l'essentiel la CEE. On notera enfin que sur ce tronçonnant puissant se développe bientôt une branche secondaire pointant en direction des régions riveraines de la Méditerranée eurafricaine, mais que par contre aucun lien aussi durable ne s'est établi dans le même temps entre l'Equateur ou l'Amérique centrale et le Japon puisqu'à la date de 1977 le marché nippon a pratiquement recouvré son autonomie.

Il n'y a là au vrai qu'apparente anomalie. Car le plus surprenant n'est sans doute pas en effet que l'exportation américaine ne soit pas parvenue à conserver sa clientèle japonaise, mais plutôt que l'Afrique, qui a incontestablement lancé entre les deux guerres sa production fruitière dans des conditions particulièrement avantageuses, ne soit pas parvenue à capter plus exclusivement le marché européen.

La faiblesse des centres de consommation de l'hémisphère Sud n'a par contre rien de bien étonnant si l'on considère leur faible poids démographique. La Nouvelle-Zélande mise à part, rares sont d'ailleurs ceux qui ne parviennent pas à subvenir à une part, si faible soit-elle, de leurs besoins. On ne tirera donc pas de conclusions trop rapides de la seule considération du volume de leurs importations et de l'évolution récente de celles-ci, parfois curieusement régressive. C'est en effet logiquement aux latitudes tempérées de l'Hémisphère Nord où se concentrent les populations les plus nombreuses que se situent les marchés les plus intéressants vers lesquels convergent traditionnellement les flux majeurs du trafic bananier. Les Etats-Unis, dès le début du siècle, l'Europe occidentale avant et après la seconde guerre mondiale, le Japon plus tardivement, les Pays socialistes européens bientôt peut-être, se révèlent ainsi successivement de gros consommateurs tandis que s'accroît peu à peu le volume des fruits annuellement commercialisés. Car il n'y a bien évidemment jamais transfert d'activité d'un secteur géographique à l'autre, mais plutôt élargissement progressif de l'effort de prospection des entreprises multinationales d'où résultent pour les producteurs une demande de plus en plus forte et pour le transport maritime un besoin de fret de plus en plus important.

A la meilleure répartition spatiale de la consommation que l'on peut ainsi constater ne répond pas cependant un affaiblissement pour le moment bien net du monopole de la production américaine puisqu'en dépit du développement précoce des cultures bananières d'exportation dans les îles subtropicales de l'Atlantique et de l'expansion ultérieure des plantations en Afrique et en Asie, c'est toujours dans un domaine relativement limité, le triangle approximativement Puerto-Barrios (Guatemala) - Fort-de-France (Martinique) - Puerto-Bolivar (Equateur), que le Commerce international effectue l'essentiel de ses achats. Il ne s'agit pas là cependant d'un ensemble monolithique puisque l'on constatera que le centre principal de la production fruitière hésite selon les époques entre les îles de la Caraïbe, l'Amérique centrale et le Nord-Ouest de l'Amérique du Sud, et qu'au sein même de chacun de ces domaines régionaux de production les redistributions sont fréquentes. Mais on remarquera que se localisent ici tous les grands exportateurs et qu'il faut en réalité attendre les années 1970, pour voir enfin un producteur non américain, les Philippines, s'imposer aux toutes premières places et prendre durablement semble-t-il le troisième rang mondial, derrière l'Equateur et le Costa-Rica certes, mais juste avant le Honduras, ce qui est incontestablement une performance remarquable vu le peu de temps pendant lequel elle aura été réalisée. On s'ex-

plique dans ces conditions la percée récente de la production asiatique à laquelle Taïwan qui fut naguère le fournisseur privilégié du marché japonais n'a qu'une bien faible part et l'effacement relatif de la production africaine deservie après des débuts spectaculaires par le plafonnement de l'exportation ivoirienne.

On constatera ainsi qu'après avoir profité pleinement jusqu'à une date récente des progrès de la demande internationale et s'être annexé successivement tous les grands foyers de consommation grâce à l'efficacité de ses intermédiaires, la production américaine a maintenant perdu les débouchés qu'elle s'était ouverts peu auparavant en Asie. Elle prend de cette façon conscience des limites de son rayonnement commercial au moment même où le perfectionnement des techniques maritimes lui permettait

enfin de s'affranchir véritablement des servitudes de l'éloignement. On est donc amené à mettre en parallèle le déclin de la «route» bananière transpacifique ouverte brillamment dans les années 1960 dans le souci d'offrir à l'Equateur de nouvelles directions de trafic, et l'établissement aux îles Philippines des multinationales américaines attirées ici par les intéressantes perspectives de l'importation japonaise mais peut-être soucieuses pour certaines de relâcher de cette façon une association redevenue trop étroite avec l'Amérique centrale. C'est en tout cas, sur le plan géographique, l'un des effets les plus évidents de l'intégration récente des plus vieilles sociétés bananières nord-américaines au sein de groupes agro-alimentaires aux activités relativement diversifiées. A nouvelles structures, nouvelles stratégies !

Figure 1 - Le marché bananier international en 1913 (estimations, en millions de régimes).

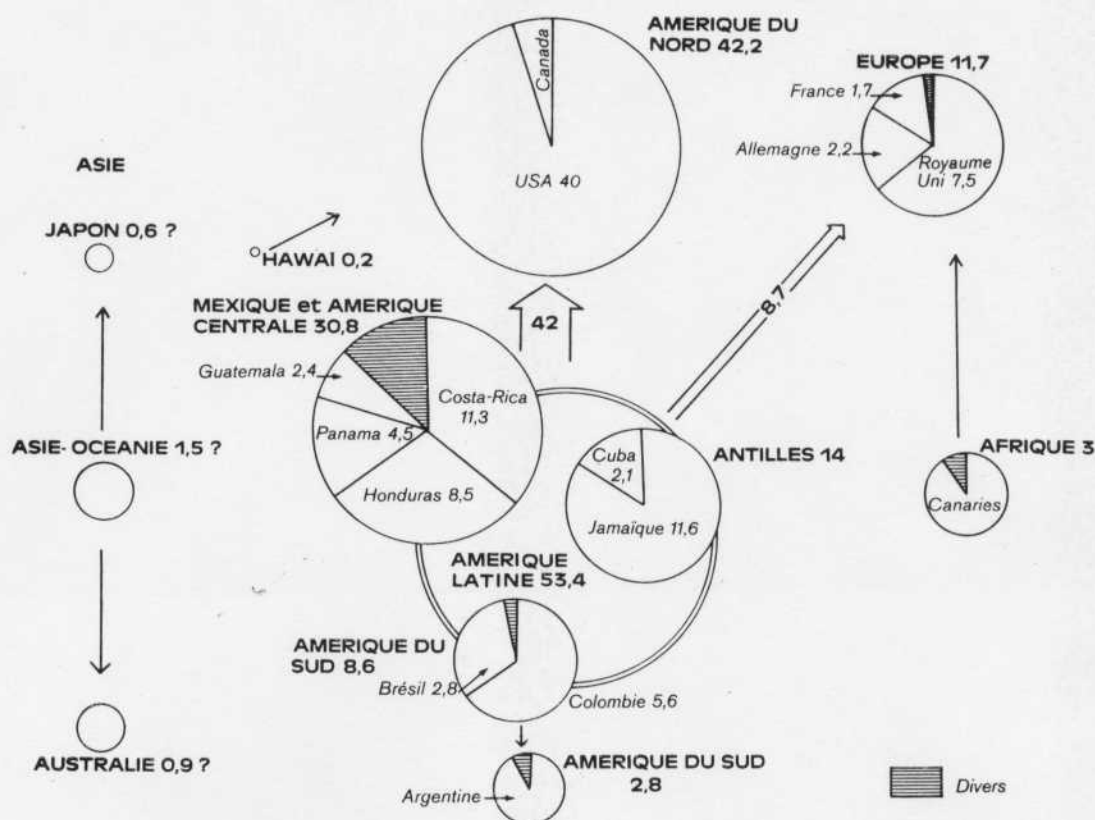


Figure 2 - Le marché bananier international en 1930 (estimations, en millions de régimes).

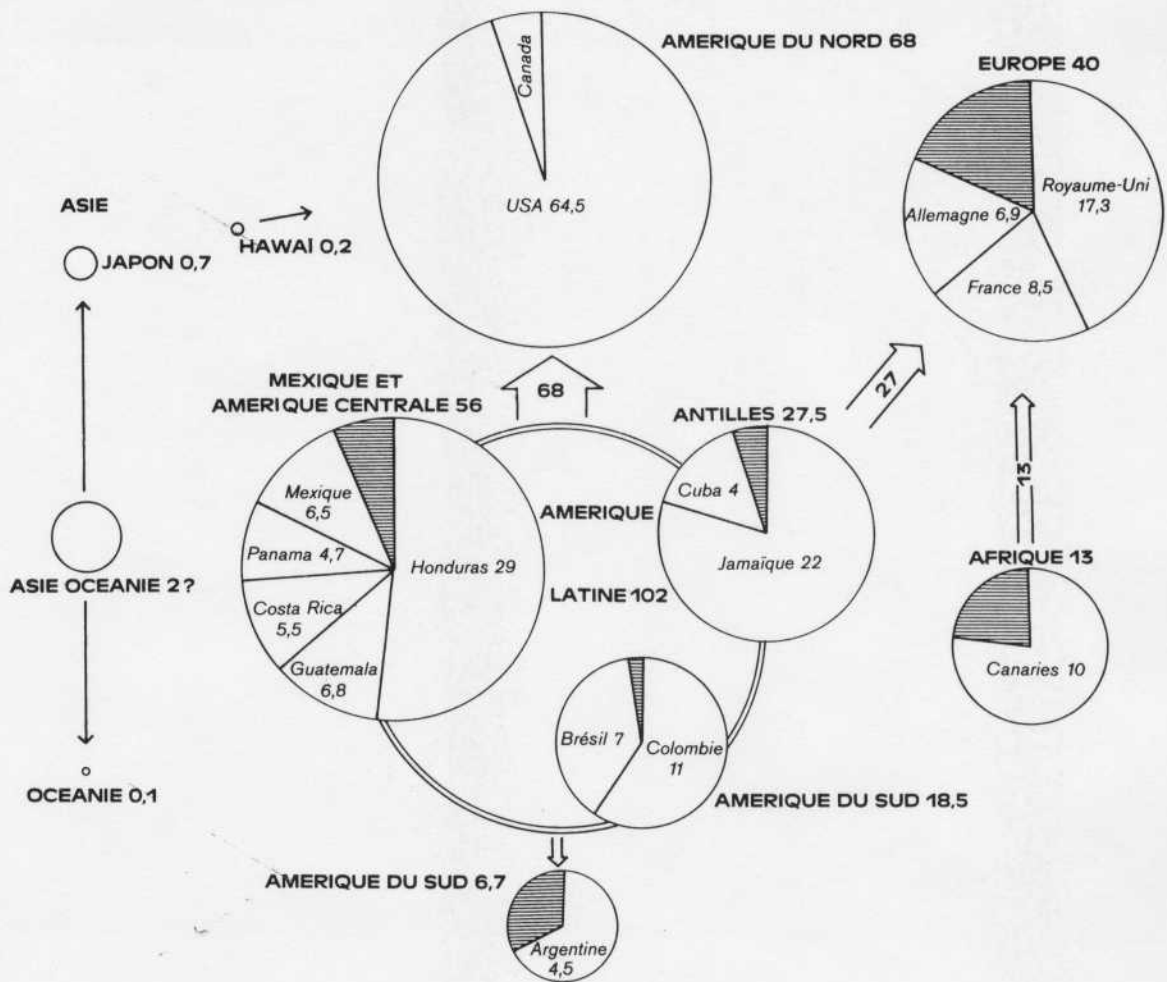
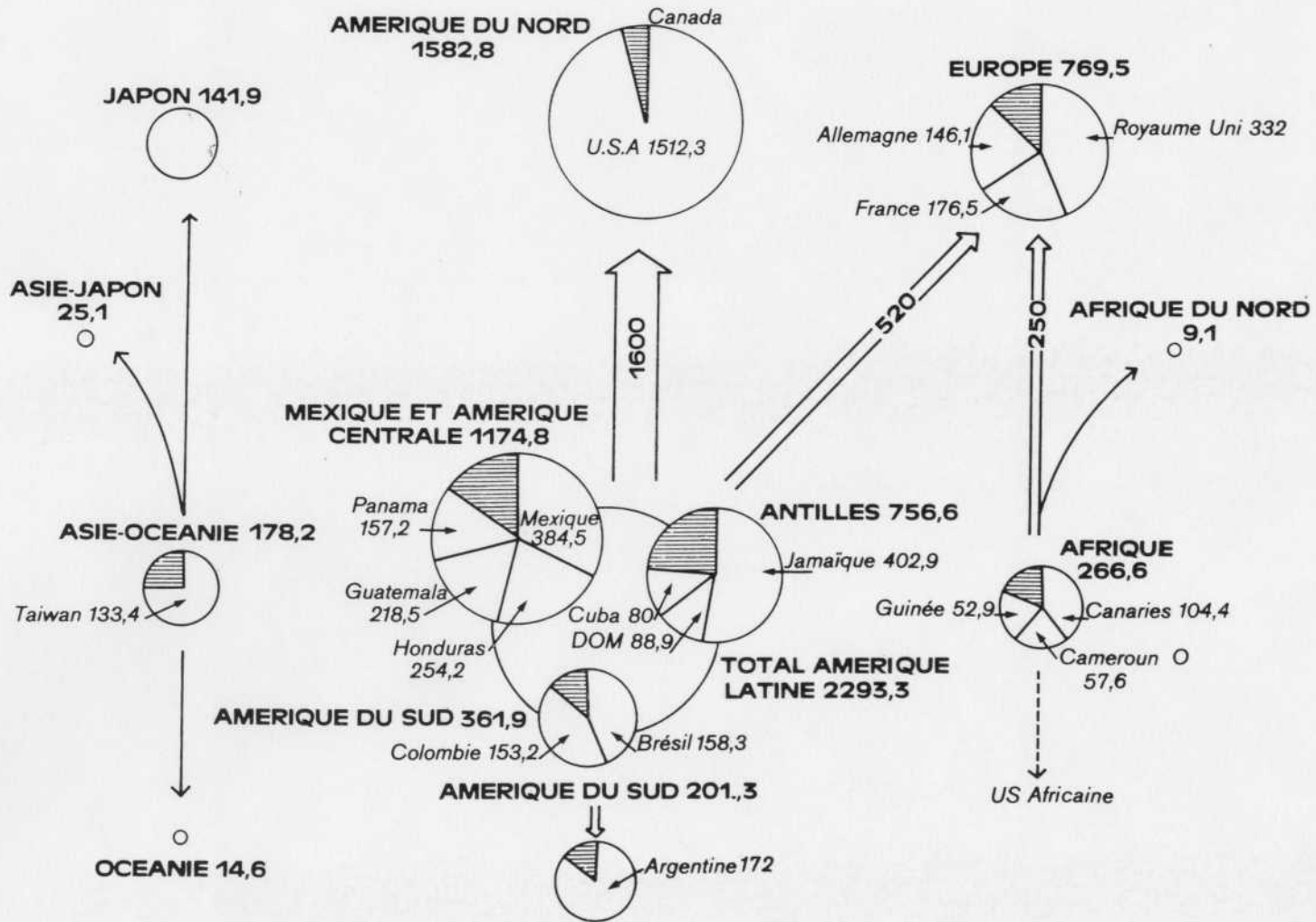


Figure 3 - Le marché bananier international en 1937 (d'après A. et C, 1944, en milliers de tonnes)



N.B. Panama y compris canal zone DOM expression anachronique pour la Guadeloupe et Martinique.

Figure 4 - Le marché bananier international en 1957 (Statistiques FAO, en milliers de tonnes).

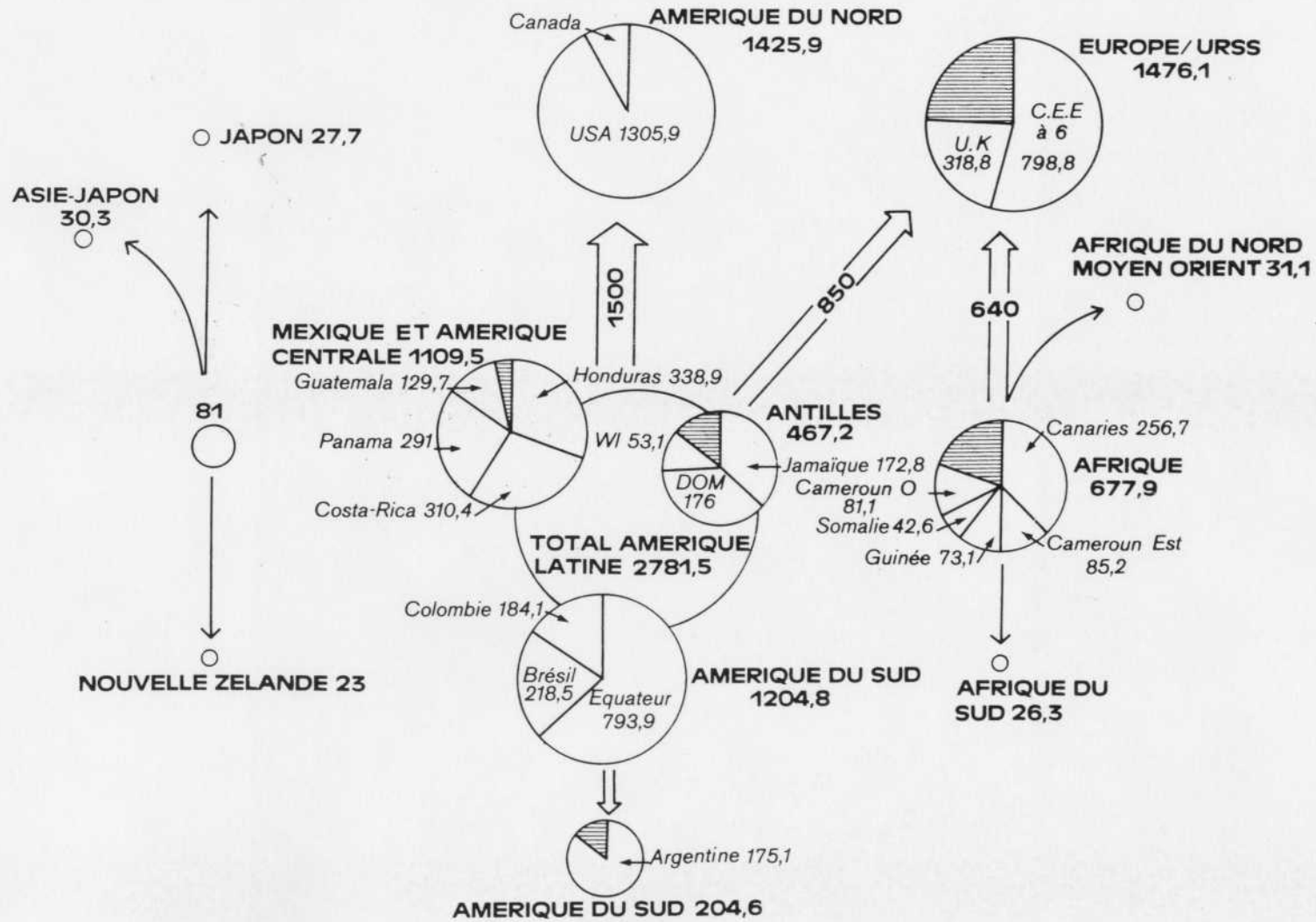
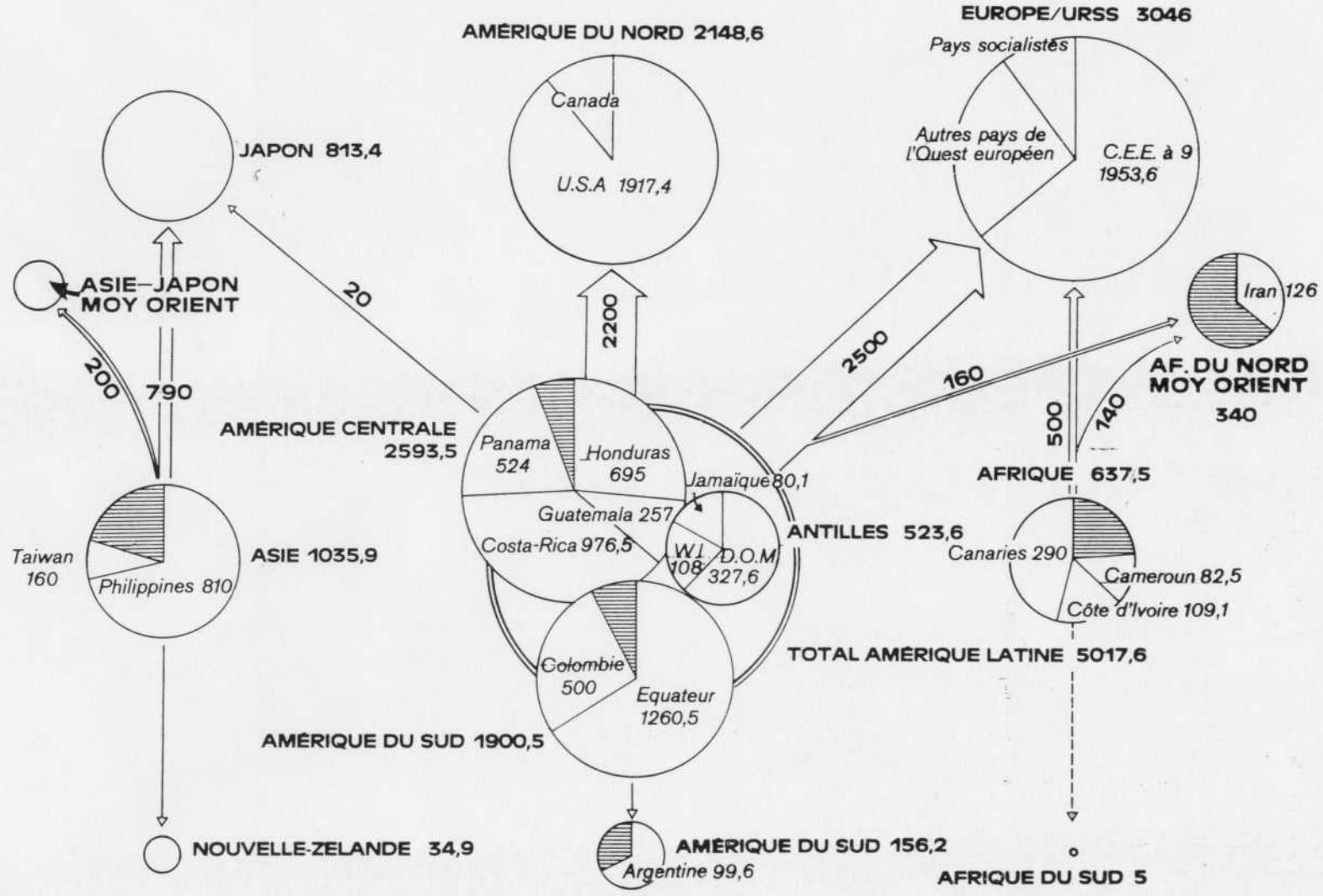


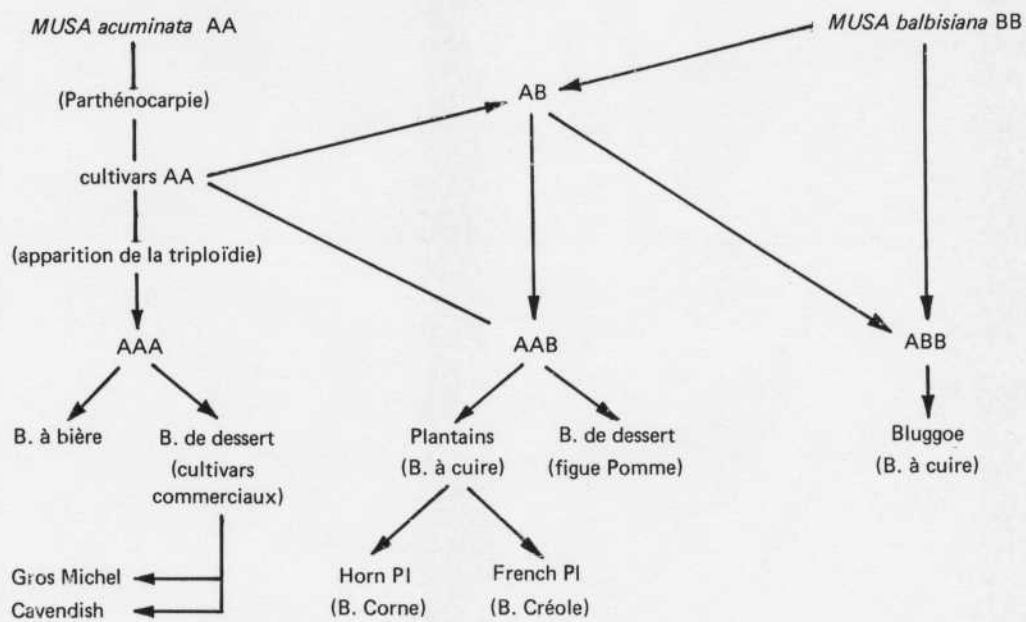


Figure 5 - Le marché bananier international en 1977 (Statistiques de la FAO, en milliers de tonnes).



D'après FAO, Rome, octobre 1978.

Figure 6.- Schéma établissant la relation entre les variétés de dessert et les variétés à cuire ou à bière.  
d'après K. SHEPHERD et *FRUITS*, vol. 31, n° 9, 1976.



## LE COMPLEXE AGRONOMIQUE ET TECHNIQUE DE LA BANANE

L'approche d'un marché suppose préalablement connu un minimum de notions concernant l'objet de l'étude et, s'agissant d'une denrée périssable, les principales exigences de sa production et de sa distribution. Familières au spécialiste, qu'il soit planteur, commerçant ou transporteur, elles échappent en général au consommateur lequel, placé au terme du circuit commercial, n'en perçoit que les résultats et ne s'inquiète véritablement que lorsqu'il lui arrive de constater une pénurie grave ou une hausse excessive du prix qu'il doit payer. Il nous faut donc rappeler brièvement d'abord les conditions les plus générales dans lesquelles se développe le marché bananier. Le détour pourra paraître long mais il est indispensable à la compréhension de ce qui suit.

### Première partie : LA PLANTE ET SA CULTURE

Herbe géante, le bananier est pour l'essentiel de ses variétés cultivées une plante asperme donnant des fruits parthénocarpiques, c'est-à-dire dépourvus de graines, consommables selon les cas après une préparation culinaire simple (banane «à cuire» ou plantain) ou tel quel (banane de dessert). Largement répandu dans la zone intertropicale en raison d'une souplesse écologique qui lui permet à la limite de dépasser largement les frontières climatiques lui assurant une fructification sans problème, il est essentiellement traité dans son domaine d'élection en culture mélangée et ne constitue que très localement dans les systèmes de production traditionnels des bananeraies homogènes. Les plantations de toutes tailles à finalité commerciale, apparues depuis la fin du siècle dernier un peu partout aux latitudes tropicales ou subtropicales pour la satisfaction de clientèles étrangères à haut niveau de vie, sont par contre en totale contradiction avec ces formes souvent rudimentaires d'exploitation du végétal destinées à la consommation locale. On prendra soin pourtant de noter que la distinction entre les deux grands versants de la production bananière, si évidente qu'elle paraisse, n'est pas dans la réalité toujours aussi nette qu'on pourrait l'imaginer ne serait-ce que parce que le marché local absorbe souvent une partie des excédents ou des rebuts de l'exportation. Il faut en fait la proximité d'un centre urbain important ou l'existence d'une bonne infrastructure de transport pour que ce débouché normalement secondaire de la production commerciale prenne quelque importance. On a sans doute pu dans quelques cas constater la réorientation complète d'anciennes régions de culture d'exportation vers le marché intérieur, au Mexique par exemple, mais on se gardera de tirer de cas toujours particuliers des conclusions trop générales.

La concentration géographique, l'homogénéité des bananeraies commerciales, créent un milieu original mais

fragile où maladies et parasites trouvent des conditions idéales à leur développement, imposant au planteur des soins particuliers générateurs de coûts. L'intensification de la production s'est faite dans ce cas au bénéfice de quelques variétés dont les qualités gustatives, la belle présentation après mûrissage ou le comportement pendant le transport ont assuré le succès précoce. Mais les choix primitifs résultant surtout d'impératifs commerciaux, n'étaient pas, l'évolution récente l'a montré, intangibles comme on s'en était longtemps persuadé. On ne modifie pourtant pas ses habitudes en ce domaine pour le seul plaisir de se renouveler et c'est après de longues hésitations que l'on dut se résigner aux mutations décisives. On doit du moins remarquer que la vieille querelle opposant, en Europe, les plus chauds partisans de la «banane des Canaries» et les tenants inconciliables de la 'Gros Michel', put être ainsi tranchée de la façon la plus originale et sans doute longtemps la moins prévisible.

### Chapitre I : Une plante tropicale de large diffusion

Le bananier est originaire de l'Asie du Sud-est ce qui nous permet déjà de pressentir le niveau moyen de ses exigences climatiques. J. CHAMPION décrit ainsi l'habitat primitif de la plante : «Les MUSA sauvages existent à l'état spontané dans les clairières ou les lisières forestières, à la limite des galeries boisées bordant les rivières ; ils vivent en semi-ombrage, jamais sous un couvert épais, jamais non plus en pleine lumière». Mais il ajoute aussitôt, faisant allusion aux développements modernes de la culture : «les hommes ont implanté les bananiers en populations pures, denses, exposées aux rigueurs des climats et ils prétendent en tirer des rendements élevés par une végétation accélérée concentrée sur certaines tiges. On «force» donc la plante et cela sans la placer dans les conditions naturelles de développement».

Or, par le plus curieux des hasards, mais n'est-ce pas en fait le cas de la plupart des grandes productions agricoles spéculatives, c'est pratiquement aux antipodes de son domaine original que le bananier devait connaître cette étonnante promotion économique, sans que l'on puisse ni déterminer avec certitude les étapes d'une migration probablement très ancienne, ni fixer la chronologie probable d'un déplacement sans doute extrêmement irrégulier. On est donc en ce domaine réduit à toutes les conjonctures. On admet ainsi que l'axe principal de ce parcours Est-ouest dut passer par l'Asie moyenne et les rivages essentiellement méridionaux du bassin méditerranéen jusqu'aux îles Canaries à partir desquels le bananier aurait été transmis à l'espace Caraïbe dès les premières années de la colonisation ibérique.

Mais en dépit de la tradition qui fait du frère Tomas de BERLANGA le premier responsable de l'introduction de cette plante dans la zone américaine, on dut bientôt reconnaître que l'hypothèse d'une origine unique ne permettait absolument pas de rendre compte de l'ampleur et de la précocité de la diffusion de celle-ci à l'ensemble du Nouveau Monde. C'est pourquoi on fut amené en ce domaine à formuler diverses hypothèses aussi invérifiables les unes que les autres, soit que l'on ait imaginé à partir d'indices limités la possibilité de voyages transatlantiques antérieurs aux grandes découvertes, soit que l'on ait au contraire attribué un rôle essentiel aux migrations polynésiennes à travers le Pacifique via notamment l'île de Pâques. On fut aussi amené dans ces conditions à accorder plus d'importance aux courants d'échanges noués de longue date entre l'Inde et l'Afrique et à reconnaître en particulier que les relations maritimes ayant uni précocement les divers éléments de l'Empire portugais eurent peut-être une certaine part à cette introduction.

Il n'est donc plus aujourd'hui aussi facile que par le passé de traiter le problème des origines de la culture du bananier en Amérique latine ; et c'est peut-être parce que celles-ci prêtent plus que jamais à controverses de spécialistes, historiens ou archéologues, que la question longuement développée jadis par les auteurs les plus sérieux, est maintenant assez systématiquement négligée par les ouvrages de vulgarisation agronomiques faisant autorité. Mais on s'explique mieux dans ces conditions que les botanistes travaillant d'abord sur les bananiers connus en Occident en raison de leur utilité alimentaire, aient été amenés à privilégier dans leurs premières classifications des critères essentiellement gustatifs et qu'il ait ainsi fallu attendre que l'on ait acquis une meilleure connaissance de la flore asiatique pour prendre pleinement conscience de la richesse de ce groupe végétal et rendre au petit nombre des variétés historiquement cultivées en vue de l'exportation leur juste place dans la vaste famille des Musacées, à la faveur des plus récents travaux de CHEESMAN et de SIMMONDS.

Car parmi les cent à deux cents clones de bananiers connus, dont un bon nombre livrant des produits non comestibles, il est remarquable de constater que par une

sélection précoce et largement spontanée, le Commerce international n'a longtemps retenu pour l'essentiel que deux grands cultivars auxquels il témoigne une indéfectible fidélité autant en raison de la force des habitudes acquises que du fait de l'étonnante obstination dont témoigne en ce domaine la principale des entreprises concernées forte de sa position dominante. Il faudra en effet que l'irrésistible expansion du Mal de Panama auquel la 'Gros Michel' est particulièrement sensible, ait amené à prendre conscience de l'inanité de la lutte, et que la fuite en avant par laquelle on s'était efforcé longtemps d'é luder le problème soit devenue de plus en plus difficile, pour que l'on puisse enfin se résigner à l'effort de renouvellement du matériel végétal devant lequel on avait jusque-là reculé. La rapidité avec laquelle s'effectuera finalement cette mutation variétale longuement différée n'en sera que plus déroutante pour tous ceux qui n'y étaient pas préparés et furent ainsi, à leurs corps défendant, entraînés dans une évolution qu'ils ne comprenaient pas.

Pourtant la petite révolution créée dans les milieux bananiers par la décision soudaine de la Standard Fruit Company d'introduire à la fin des années 50 dans ses plantations du Honduras puis du Costa-Rica la 'Giant Cavendish' avait été largement anticipée par la Jamaïque qui s'était portée dix ans plus tôt vers la variété 'Lacatan' ou la Côte d'Ivoire qui avait choisi vers le milieu de la décennie de substituer la 'Poyo' antillaise à la 'Banane des Canaries' traditionnellement cultivée. Mais il convient de souligner que cette double initiative n'avait pas encore imposé de modifier le système commercial établi et seuls les efforts développés en vue d'alléger l'emballage normalement utilisé en lui substituant une simple housse de polyéthylène pouvaient à l'époque laisser supposer aux plus clairvoyants, aux mieux informés surtout, que l'on était à la veille d'initiatives plus radicales. Car si l'éventuel abandon de la Gros Michel avait été depuis longtemps suggéré comme la seule solution raisonnable aux problèmes soulevés par le Mal de Panama, il suffisait de constater avec quelle énergie la UFC s'efforçait de combattre le fléau quel que soit le prix à payer, pour qu'aucun de ses rivaux commerciaux n'ait osé amorcer pendant longtemps un renouvellement variétal dont ce géant lui-même refusait de prendre l'initiative.

On peut s'interroger à juste raison sur les véritables motifs d'une obstination qui devait finalement se révéler pour lui des plus coûteuses car on ne peut se contenter d'alléguer la seule force de la tradition. A moins qu'il ne faille prendre au pied de la lettre la volonté souvent exprimée de ne pas bousculer les habitudes des consommateurs accoutumés à une image bien typée de fruit (longueur, couleur, absence de défauts, forme même) et que l'on ne pourrait que rebuter sans doute en leur imposant un changement dont ils ne sentiraient pas véritablement la nécessité. Mais alors, pensera-t-on, pourquoi ce qui était jugé impraticable ou dangereux entre les deux guerres, a-t-il pu être réalisé trente ans plus tard aussi vite et aussi aisément, sans perturber en tout cas aussi radicalement le marché

Nord-américain qu'on l'avait redouté ? C'est que le consommateur, quoique fortement influencé par la pression constante de la publicité qui essaie de modeler ses goûts, n'est pas totalement hostile à la nouveauté dès lors que le produit qu'on lui présente ne bouscule pas fondamentalement ses habitudes et s'inscrit dans une certaine continuité.

C'est surtout que la UFC et les autres compagnies américaines avaient à ce point misé sur la Gros Michel qu'elles s'étaient trouvées finalement prisonnières du système commercial qu'elles avaient édifié très tôt autour de cette variété ; que le bilan des avantages et des inconvénients présentés par celle-ci ne les avait pas amenés pendant de longues années à une évolution qui ne s'imposait pas véritablement tant que l'on pouvait encore composer avec la maladie en fuyant devant elle ; et qu'il fallut en fait que la situation soit devenue pour elles financièrement intenable pour qu'elles se soient résignées à sauter le pas. Il en résulte que c'est beaucoup plus du côté des grands intermédiaires que chez le consommateur qu'il faut chercher la véritable cause de cet extrême conservatisme dont témoigne jusqu'à la fin des années 50 le marché des Etats-Unis et après lui l'ensemble du marché mondial.

Il est vrai que la Gros Michel avait bien des avantages relativement à ses divers concurrents : la forme cylindrique de ses régimes, la solidité des attaches unissant les diverses mains à la hampe, la bonne résistance des fruits aux menus incidents du transport, une maturation parfaite ; et qu'il est assez compréhensible que dans ces conditions on ait accepté de supporter longtemps en contre-partie les pertes considérées comme inéluctables résultant des coups de vent ou des inondations d'une part, de l'expansion du Mal de Panama de l'autre. Mais c'est en fait fondamentalement parce que le système commercial de la banane se trouvait bien établi dans la zone américaine quand s'était révélé le pouvoir destructeur de la maladie, et que l'on disposait encore d'assez d'espace pour déplacer les cultures en attendant la découverte d'une parade efficace, que l'on s'était obstiné à maintenir finalement jusqu'aux limites du raisonnable une production menacée. On avait bien conscience qu'il faudrait finalement un jour ou l'autre se résigner au changement et que la compagnie qui la première prendrait cette décision aurait en cas de réussite sur ses rivales un avantage décisif, mais le poids international de la UFC était encore tel qu'elle ne doutait pas un instant que l'initiative puisse en ce domaine un jour lui échapper. Elle pouvait en attendant tirer parti des vastes réserves foncières qu'elle s'était préventivement constituées et consolider partout ses positions en profitant des difficultés de ses concurrents apparemment incapables d'aborder les premiers une aventure pleine d'incertitude.

On verra d'ailleurs un peu plus tard que surprise d'une certaine façon par la hardiesse avec laquelle la Standard Fruit lancera finalement le changement variétal dans sa zone d'influence géographique, la UFC ne parviendra à lui emboîter résolument le pas qu'au prix d'une véritable

«révolution» intérieure dont témoigne à l'évidence le profond renouvellement de son équipe de direction.

### *Chapitre II : Une grande souplesse écologique*

D'origine asiatique, le bananier apparaît doué d'une suffisante capacité d'adaptation pour parvenir à végéter dans certaines conditions hors des zones tropicales qui lui sont les plus favorables. Il ne suffit donc pas que l'on puisse trouver aux îles Canaries l'une des plus vieilles régions de production commerciale connues, ni même qu'Israël soit parvenu à faire pousser des bananiers par 33°C de latitude Nord, pour que l'on puisse hâtivement en conclure que la plante y est toujours parfaitement à l'aise et que sa culture est en plein accord avec le milieu ambiant.

Le bananier en effet a besoin pour assurer sa croissance de températures relativement élevées et de bonnes conditions d'éclairement. Il demande une pluviométrie abondante et de préférence bien répartie dans l'année. Il préfère également des sols bien drainés, meubles permettant une pénétration profonde de ses racines. Une sécheresse saisonnière prolongée, une baisse « hivernale » des températures trop accentuée dans les régions les plus aventureuses en latitude, des vents épisodiquement importants ou fréquents rendent par contre sa végétation problématique. Mais les variétés cultivées, quoique peu nombreuses n'ont pas le même niveau d'exigence et l'intervention humaine a permis dans quelques cas de transgresser sensiblement les limites naturelles. Il en résulte que le bananier peut être cultivé dans des situations très diverses selon les conditions économiques dans lesquelles se développe sa production. Définir en conséquence les exigences moyennes de la plante n'a guère de sens. Mieux vaut sans doute s'efforcer de dessiner les limites à l'intérieur desquelles la culture parvient à prospérer en tenant compte des contraintes résultant des nécessités d'une exportation lointaine.

Nous nous attacherons donc, dans les développements qui suivent à mettre en évidence les « seuils » (de température, d'éclairement, d'humidité, etc.) qui imposent à la spéculation bananière ses cadres les plus contraignants. Mais il nous faudra aussi constater de quel poids très lourd ont pesé ici les effets du vent et les destructions souvent moins évidentes mais terriblement efficaces imputables aux maladies et parasites de la plante. Dans le cadre défini par les exigences minimales de celle-ci et les stratégies de développement des entreprises commerciales, ils aident à comprendre les variations parfois spectaculaires de la production et à expliquer l'étonnante mobilité d'une culture dont le rôle pionnier est depuis longtemps reconnu.

#### **Les conditions climatiques du développement optimal de la plante :**

Une carte des grandes régions de culture commerciale fait apparaître, selon SIMMONDS, l'importance de deux lignes fondamentales : l'isohyète de 50 pouces (1250-1300 mm) et l'isotherme de janvier ou juin selon l'hémis-

phère de 60° Fahrenheit (14-15°C). «Peu de surfaces significatives, remarque cet auteur, apparaissent au-delà de ces limites et celles qui sont dans ce cas, en Nouvelle-Galles du Sud, à Taïwan, en Israël, les dépassent de peu puisqu'elles définissent à peu près la frontière entre les zones exemptes de gel et celles où il est susceptible de se manifester».

Il est sûr cependant que la bande climatique ainsi définie est très large et qu'elle inclut pour cette raison une infinité de situations thermiques et pluviométriques qui ne sont pas systématiquement favorables au bananier. Il apparaît en fait que plus que les moyennes importent ici les manifestations extrêmes du climat, et moins dans ce cas les excès de la chaleur et de la pluie (surtout si la porosité est bonne), que les accidents saisonniers affectant avec plus ou moins de régularité les températures ou les précipitations. Ainsi se dessinent quelques possibilités entre lesquelles il faut situer l'optimum de cette production :

- des climats où l'inflexion hivernale des températures est suffisamment nette et régulière pour que la culture reste praticable, dans certaines conditions économiques, moyennant quelques précautions élémentaires dans le choix par exemple des sites retenus (en Nouvelle-Galles du Sud) ou une certaine innovation technique (en Israël) ;

- des régions climatiques où la chute saisonnière des précipitations rend indispensable le recours à l'irrigation pour assurer la récolte ou simplement l'orienter vers la période la plus favorable du marché ;

- et, à la limite extrême des possibilités de la culture commerciale, quelques secteurs bien circonscrits où facteurs thermiques et pluviométriques additionnent leurs effets et placent la culture en situation parfaitement artificielle comme c'est le cas des pays du Proche-Orient qui lui ont accordé une certaine importance ou même les îles Canaries.

Comme il est évidemment plus facile en règle générale de corriger les faiblesses de la pluie que l'insuffisance même prévisible des températures à certaines époques de l'année, l'apparition d'une période froide accentuée semble un obstacle décisif pour la production bananière et une stricte limite s'impose tant en latitude qu'en altitude, tout au moins en culture spéculative. La sécheresse est en comparaison un facteur limitant plus discutable si l'on peut la compenser par des apports artificiels et il suffit de considérer le succès que connaissent dans les années 1930 bien des régions affectées par un déficit saisonnier marqué, pour se convaincre qu'elles n'étaient pas totalement dénuées d'intérêt dans la conjoncture critique résultant de la virulence particulière des maladies de la plante.

- Les effets de l'altitude : C'est là un thème que l'on jugera probablement secondaire puisque les cultures commerciales préfèrent de toute évidence les zones littorales, les mieux situées au regard de l'exportation. Il est cependant bien des cas où le développement des cultures n'a pu s'effectuer qu'en colonisant les premiers reliefs, soit que les plaines côtières aient fait totalement défaut, soit qu'elles

aient été déjà occupées par d'autres productions assez dynamiques pour décourager la concurrence, soit que les régions d'altitude aient trouvé dans la spéculation fruitière l'occasion d'effectuer la percée économique qui leur avait été jusque-là refusée. Les Canaries, les petites Antilles, la Guinée et le Cameroun oriental, toutes régions de productions importantes à l'échelle des marchés desservis, témoignent de la fréquence de ces localisations et de l'intérêt qu'elles ont gardé malgré les servitudes qu'elles imposent (l'allongement du cycle végétatif, le coût du transport ...), et l'impossibilité où elles sont de lutter dans ces conditions avec les fruits de plaine.

Tout dépend cependant de la latitude considérée. Au voisinage du Tropique, aux Canaries par exemple, la décroissance assez rapide des températures ne permet pas de dépasser raisonnablement les 300 mètres. On peut donc encore espérer réaliser dans le Sud-ouest de Ténérife jusqu'à trois récoltes dans les deux ans à condition de développer les cultures à proximité de la mer et de corriger par une irrigation abondante la sécheresse saisonnière. Mais dans le Nord de cette île, entre 100 et 200 mètres, on n'obtiendra plus qu'une seule récolte dans l'année, et entre 200 et 300 mètres il faudra compter un an et trois mois pour obtenir une production marchande. En zone tropicale humide au contraire la baisse des températures avec l'altitude apparaît suffisamment progressive pour n'être plus en elle-même l'élément principal de dissuasion. Il faudrait en effet monter beaucoup plus haut que les dernières plantations pour que le refroidissement des températures puisse véritablement influencer la production. C'est en réalité l'excès de nébulosité plus que l'environnement thermique qui a ici la principale responsabilité dans l'interruption des cultures commerciales à défaut de toute contrainte économique. Il en résulte que les plantations parviennent localement à des altitudes plus importantes que ce que l'on observe à de plus hautes latitudes puisque le cycle de production qui, aux Canaries, s'allonge de 45 jours pour une élévation de 100 mètres, ne progresse plus que de 30 jours en Martinique et de 15 à 16 jours seulement au Cameroun.

Il reste que dans tous les cas l'infériorité des plantations de montagne n'est plus à démontrer, et que même aux Antilles où l'on s'est longtemps persuadé que la culture bananière était la forme de mise en valeur la plus satisfaisante des régions les plus marginales, la production fruitière d'exportation a rapidement glissé vers les plaines littorales dès lors que le déclin du sucre lui permettait enfin de s'établir en situation plus favorable. L'intensification nécessaire des pratiques agricoles n'est véritablement possible qu'à ce prix.

- Les effets de la température : Plante de la zone chaude (en situation optimum de croissance autour de 25°C), le bananier réagit assez rapidement à des inflexions thermiques même limitées et l'on constate en particulier l'arrêt des émissions foliaires dès que l'on atteint les 16°C au moins. Il en résulte que si la constance des fortes chaleurs lui assure un développement continu en zone équatoriale ou

tropicale humide, il est en position délicate dès que l'on aborde le domaine subtropical puisque la baisse saisonnière des températures vient alors freiner l'épanouissement de la plante et limiter les possibilités de sa culture.

Plus graves assurément que les variations thermiques quotidiennes, dont le rôle est cependant de moins en moins négligeable à mesure que l'on s'élève en latitude, sont les effets parfois inattendus des coups de froid pouvant survenir de loin en loin à certaines périodes de l'année, jusqu'au voisinage des Tropiques et des basses températures saisonnières qui affectent particulièrement la bananeraie israélienne. Tout dépend cependant de l'état d'avancement du cycle productif. Si la plante est encore en phase de différenciation foliaire, les conséquences sont évidemment bénignes : la floraison en est retardée mais la récolte n'est pas pour autant définitivement compromise. Si le bananier est par contre en phase de différenciation florale, c'est cette fois le résultat de toute la campagne qui est gravement handicapé. Outre diverses anomalies concernant la fleur, on constate notamment des phénomènes d'engorgement au niveau du régime résultant du raccourcissement de l'écart constaté d'ordinaire sur le rachis entre les mains successives ou «entre-noeuds». C'est la «*piña mayera*» (le régime de mai) des Canariens que les Israéliens appellent aussi «*may flower*» mais que les Sud-africains connaissent également sous le nom de «*november bunch*» en raison du changement d'hémisphère. Les fruits sont alors inexportables et l'on supprime d'ordinaire rigoureusement les rejets qui risquent de différencier leur inflorescence au moment des plus basses températures annuelles.

Il est enfin des cas où le refroidissement survient une fois que le bananier a jeté sa fleur, alors que les fruits sont en cours d'épanouissement et approchent peut-être même le point de coupe fonction du marché auquel on les destine. On constate alors non seulement un ralentissement sensible de la croissance du régime, allongeant parfois nettement la durée nécessaire à l'obtention du «grade» commercial, mais également une modification de la coloration de la pulpe qui rend le fruit moins attrayant et plus difficile à transporter. L'anomalie dite de la «pulpe jaune» est donc un motif absolu de refus à l'embarquement si le planteur ne s'est pas résigné de lui-même à la perte de sa récolte.

Ainsi la baisse des températures peut-elle désorganiser gravement l'exportation surtout si elle est purement accidentelle. Là où elle est par contre prévisible on peut en éluder les effets en supprimant strictement les rejets susceptibles de jeter leur fleur au moment le moins opportun. A la limite, en Israël, où les froids de l'hiver imposent au bananier Nain, le seul capable de se développer dans des conditions limites, une phase de «dormance», on a dû pallier par des techniques originales la brièveté de la saison végétative.

• Les effets de la pluviométrie : Si le rôle des températures est déterminant sur les marchés de la zone chaude, on constate qu'à l'intérieur de celle-ci, ce sont les varia-

tions de la pluviométrie qui ont les effets les plus décisifs. Remarquable «machine à évaporer», le bananier a en raison de l'ampleur de sa surface foliaire, de la faible résistance à la dessiccation de son pseudo-tronc, de gros besoins en eau qu'il satisfait pour l'essentiel en mobilisant par un important chevelu racinaire l'humidité du sol superficiel, mais dont une part non négligeable lui vient aussi de la forte hygrométrie ambiante. La plante doit en effet disposer en permanence de ressources hydriques importantes pour satisfaire les besoins de la matière vivante qu'elle synthétise et alimenter la forte transpiration dont elle fait l'objet.

En condition normale, le bananier se trouve en effet soumis à une succession diurne de situations contrastées où à la forte évaporation des heures chaudes de la journée succède une rémission nocturne pendant laquelle, en zone tropicale à climat contrasté surtout, il doit parvenir à compenser ses pertes. C'est ainsi que J. MORELLO, travaillant au Brésil sur la variété Naine qui est en ce domaine aussi la plus tolérante, estime la consommation journalière de celle-ci à 25 litres dans le cas d'un ensoleillement important, à 18 litres avec un ennuagement partiel et à 9,5 litres par un temps uniformément couvert, ce qui suppose selon J. CHAMPION «pour une bananeraie adulte à la densité de 2500 pieds à l'hectare et pour un mois d'insolation permanente élevée» un total de 1875 mètres cubes ou dans la pratique, car il est rare qu'une période soit aussi fortement ensoleillée, «une pluviosité mensuelle de 120 à 150 mm». Il en résulte pour la plante la nécessité d'un approvisionnement en eau à la fois important et bien distribué dans l'année résultant soit de précipitations abondantes, soit d'apports artificiels si les variations saisonnières de la pluviométrie lui imposent une phase de sécheresse suffisamment accentuée pour menacer son développement optimum.

On serait donc tenté d'imaginer que les situations climatiques qui lui sont les plus favorables sont celles où la pluviosité atteint ses valeurs les plus hautes et bien répartie dans l'année supprime pratiquement le risque d'un déficit notable, si l'association de la chaleur et de l'humidité n'avait pas pour effet de créer les conditions les plus favorables au développement des maladies et du parasitisme. C'est pourquoi après avoir misé avec la Gros Michel sur les milieux les mieux arrosés de la côte atlantique de l'Amérique centrale notamment, on fut amené à préférer dès la fin des années 1920 des domaines géographiques à régimes pluviométriques contrastés, tandis que par une évolution inverse tout à fait remarquable la culture de la variété canarienne tendait au contraire à glisser vers des régions plus humides où l'irrigation était moins systématiquement indispensable.

On ne peut pourtant négliger la grande diversité des situations climatiques dans laquelle est menée encore aujourd'hui la production bananière commerciale puisqu'elle prospère dans des milieux aussi évidemment différents que le littoral subaride de la Somalie et les plaines humides du Costa-Rica et du Panama atlantique. On peut cependant la réduire à quelques types majeurs en prenant

argument des adaptations techniques qu'elles imposent. Trois types de régions bananières s'individualisent nettement :

a) Aux Canaries, en Somalie, en Israël, au maximum de l'extension vers le Nord de la culture bananière la faiblesse des précipitations rend indispensable de recourir pratiquement en permanence à l'irrigation. C'est ainsi près de 1300 mm à Galdar (Grande Canarie), qui n'en reçoit que 214 dans l'année, un peu plus de 1100 mm dans la vallée du Jourdain (374 dans l'année), qu'il faut apporter à la plante d'une façon ou d'une autre pour lui permettre une végétation normale. Les plantations canariennes doivent donc recevoir entre 12.000 et 20.000 m<sup>3</sup> par hectare et par an (soit en moyenne un tour d'eau tous les 25 à 30 jours), tandis que les bananeraies somaliennes des rives de l'Uebi Scebeli et du Giuba où les pluies n'apportent pas plus de 500 à 600 mm dans l'année, exigent un indispensable complément que l'on peut estimer de l'ordre de 18 à 20.000 m<sup>3</sup>. Mais c'est en Israël que sont atteints les volumes les plus impressionnants puisque, si les cultures de la zone littorale parviennent à se contenter de 9.000 à 12.000 m<sup>3</sup> à l'hectare, on peut atteindre aux environs du lac de Tibériade le chiffre de 30.000 à 35.000 m<sup>3</sup> ! On conçoit aisément que dans des conditions de production aussi « artificielles », ces pays aient dû tôt ou tard renoncer à affronter la concurrence étrangère. Un seul, la Somalie, est parvenu à ce jour à figurer encore dans la liste des fournisseurs du marché international, mais il est déjà très en deçà de ses meilleures performances commerciales passées.

b) Pour un petit nombre de régions par contre, la culture bananière commerciale peut encore se contenter des apports naturels bien que pour quelques-unes d'entre elles où la brièveté de la saison sèche ne rendait pas indispensable l'irrigation, on ait pris rapidement conscience de son utilité dès lors que l'on avait décidé, au Cameroun notamment, d'abandonner la Gros Michel au profit de variétés plus productrices mais aussi plus sensibles aux variations saisonnières de pluviométrie. Le Costa Rica oriental est donc avec la province limitrophe du Changuinola panaméen le meilleur exemple que l'on puisse donner d'un secteur géographique où la culture bananière peut être menée de la façon la plus traditionnelle, c'est-à-dire sans apports artificiels.

Il tombe en effet près de 2500 mm à Guabito (Panama), pratiquement à la frontière, et le total des précipitations progressant rapidement vers le Nord (on a là, sur à peu près 250 km, un gradient pluviométrique remarquablement élevé pour une région de plaine), c'est près de 6600 mm que reçoit annuellement San Juan del Norte sur le littoral Sud-est du Nicaragua. Jamais de ce fait sauf peut-être dans l'étroite plaine côtière au Sud de Puerto-Limón (mais il tombe malgré tout 2109 mm à Pandora dans le Valle de la Estrella), le manque d'eau n'est suffisamment marqué pour handicaper sérieusement la croissance des bananiers. Il est par contre indispensable, vu l'importance des précipitations et les insuffisances de l'écoulement naturel de

soigner particulièrement le drainage de façon à éviter les effets asphyxiants pour les racines d'une humidité superficielle excessive. C'est un travail d'aménagement (et d'entretien) que connaissent bien toutes les zones bananières mais qui prend ici plus d'importance que partout ailleurs.

c) Mais les situations les plus fréquemment observées sont en fait plus nuancées. Pour un niveau de précipitations de l'ordre de 1500 à 1600 mm la culture bananière devrait pouvoir être menée sans irrigation s'il était possible en zone tropicale d'imaginer un régime pluviométrique suffisamment égal pour répondre en permanence aux besoins minimaux de la plante. C'est pourquoi compte tenu de l'alternance le plus souvent constatée de périodes fortement arrosées et de déficits hydriques souvent accentués, la plupart des grandes zones de production sont aujourd'hui obligées de recourir saisonnièrement au moins à l'irrigation à la fois parce que les variétés nouvelles se révèlent sensibles à la sécheresse et parce que le souci du rendement et de la qualité, la nécessité de faire coïncider la pointe de la récolte avec la période de plus forte demande, justifient amplement les efforts financiers consentis à cette fin.

Ainsi tend à se généraliser depuis vingt ans une pratique qui fut pendant longtemps, sauf rares exceptions, le fait de la grande exploitation de type industriel intégrée, ne serait-ce qu'en raison des équipements lourds dont on avait cru bon de la doter dans la seconde moitié des années 30 afin de traiter pendant toute la durée de la saison des pluies les bananeraies à la bouillie bordelaise. On pouvait ainsi rentabiliser les installations le reste de l'année afin d'atténuer les effets d'une sécheresse de trois à quatre mois plus ou moins marquée. C'est sans doute l'un des résultats les plus inattendus de la mutation variétale décidée il y a une vingtaine d'années en Amérique latine et de l'évolution des techniques agricoles et commerciales qui l'accompagne, que d'avoir ainsi très sensiblement atténué les disparités régionales de comportement face à la spéculation bananière. Celles-ci ont incontestablement perdu en originalité ou pittoresque ce qu'elles gagnaient évidemment en efficacité.

#### **Les autres facteurs naturels susceptibles d'influencer la localisation des zones de culture :**

En dépit de ses effets destructeurs, le vent n'apparaît un élément véritablement limitant que là où ses manifestations brutales sont assez régulières pour dissuader de maintenir ou de développer les plantations. C'est même paradoxalement dans la zone balayée par les cyclones tropicaux que l'on trouve dans la Caraïbe certains des plus vieux exportateurs et des plus étroitement spécialisés. Les conditions pédologiques variées dans lesquelles se développent les bananeraies n'incitent pas de la même façon à y voir l'un des facteurs déterminants de la géographie des cultures commerciales. Pourtant la permanence de celles-ci dans les basses plaines alluviales de l'Amérique centrale, malgré la menace de débordements catastrophiques autant pour les



récoltes que pour les équipements fixes qu'elle justifie, montre bien que la qualité exceptionnelle des sols peut parfois justifier que l'on coure quelques risques.

Seuls sans doute les maladies du bananier ont eu apparemment un rôle toujours défavorable comme le montre l'histoire des plantations américaines où le célèbre «Mal de Panama» exerce ses ravages pendant un bon demi-siècle aux dépens de la Gros Michel. On notera cependant que celui-ci ne joue pleinement son rôle qu'après que les cultures aient atteint un certain développement ; et que bien peu des zones bananières qu'il a affectées dans le passé ont été pour cette seule raison rayées de la carte. Il est vrai que l'arrière pays de Puerto-Limón n'a pu être finalement remis en production qu'avec le changement variétal. C'est dire qu'aucun des trois éléments capables d'influencer la localisation des cultures que l'on va maintenant évoquer n'a véritablement contribué à paralyser l'élan des défrichements. On pressent de ce fait que la géographie de cette production spéculative ne peut être entièrement comprise par la seule prise en compte des facteurs naturels. On verra plus loin le rôle qui incombe en cette affaire aux compagnies commerciales et à leurs stratégies de développement.

1) Les effets destructeurs du vent : Le bananier est par nature une plante fragile et les pertes sont de ce fait à peu près inévitables. On pense évidemment d'abord aux effets dévastateurs des cyclones qui balaient saisonnièrement la zone Caraïbe et le Nord de l'Amérique centrale. Mais le caractère catastrophique et heureusement exceptionnel de ces accidents majeurs (malgré l'exemple de séries assez éprouvantes pour la résistance financière des producteurs), ne doit pas nous faire négliger toutes les autres manifestations du vent tels que grains orageux, tornades, tourbillons, dont les résultats sont rarement aussi spectaculaires mais qui par leur fréquence peuvent aboutir éventuellement à des pertes cumulées très analogues.

Les effets sur la bananeraie sont divers. Le déficit hydrique momentané provoqué au niveau des limbes, la lacération plus ou moins poussée des feuilles réduisant leur surface assimilatrice, la cassure des pétioles privant la plante d'une partie de son potentiel photosynthétique, pour ne retenir que les plus bénins, contribuent en fait à affaiblir la plantation et à handicaper par touches successives ses résultats économiques. A la limite, la rupture des pseudo-troncs et le renversement d'un certain nombre de touffes annulent la récolte, paralysent l'exportation régionale, mettent au chômage transporteurs et dockers, rendent inutile les efforts développés depuis de longs mois par les planteurs et aggravent leur endettement. On sait cependant depuis longtemps qu'il existe une étroite corrélation entre les destructions du vent et la taille des bananiers cultivés sans que l'on ait malgré tout jamais songé pour autant dans la zone américaine à abandonner la traditionnelle Gros Michel. C'est en tout cas pour cette raison que certaines régions relativement exposées, que rien ni personne ne contraignait à adopter cette variété «géante», se sont portées spontanément vers des cultivars nains ou un peu plus élevés comme

la 'Poyo' ou la 'Grande Naine'. La faible taille relative de ceux-ci rendait également plus facile l'aménagement de brise-vents (murets de briques à claires-voies aux Canaries; haies végétales donnant au paysage dans les Antilles francophones l'aspect d'un «bocage» à larges mailles), ou la pose en bordure de parcelle en général d'états individuels (haubans ou bambous). Les recherches entreprises dans la zone de la Gros Michel en vue de l'obtention d'hybrides à moindre développement vertical ne donnèrent jamais par contre de résultats bien concluants.

Seule la vulgarisation dans les années 1960 des variétés dites nouvelles devait donc permettre ici de régler définitivement le problème. Mais l'utilisation d'abord générale d'étaçons en bambous se révélant coûteuse même lorsque l'on pouvait consacrer quelques espaces marginaux humides à la culture de ces végétaux, on fut assez vite amené à préférer à ces méthodes traditionnelles la technique du «haubannage» de la plante, soit que chaque bananier ait été consolidé par la pose d'une cordelette de nylon fixée d'une part au point d'émergence de la hampe florale, de l'autre à la base du pied le plus proche situé à l'opposé du régime ; soit que l'on ait uniquement cherché en soutenant les tiges les plus exposées en bordure de parcelle à protéger l'ensemble de celle-ci des risques les plus prévisibles.

On s'est depuis efforcé de perfectionner le système dans l'optique surtout de la mécanisation probable d'un certain nombre d'opérations agricoles. C'est ainsi que l'on explora dès la fin des années 1960 la possibilité d'un tuteurage «vertical», soit en recourant à des supports de bois préalablement traités ou de métal disposés à distances raisonnables, soit en utilisant plus récemment des fils aériens tendus à travers la plantation. Mais la formule ne s'est encore imposée que très localement, en association notamment avec la méthode toute récente de plantation en lignes jumelées qui a l'avantage de permettre de fortes densités tout en facilitant le passage dans le grand intervalle (de l'ordre de 3,5 m) des engins mécaniques. Chaque bananier est ainsi soutenu par un réseau aérien de fils qui dégage le sol et facilite la pénétration à l'intérieur de la plantation.

Il reste cependant qu'en dépit de toute l'ingéniosité développée, si l'on peut ainsi espérer limiter le prélèvement quotidien du vent, on est au contraire totalement démuné devant ses manifestations les plus spectaculaires, tempêtes tropicales où les vitesses enregistrées se situent entre 60 et 120 km/h, «cyclones» a fortiori où ce plafond se trouve largement dépassé. C'est pourquoi devant ces catastrophes de première grandeur, il n'est pas d'autre recours que de tenter de mettre en place un système d'assurance collective du type de celui que l'on instaura dans les îles Windward en 1959 et que l'on parvint tant bien que mal à faire fonctionner jusqu'à ce que le retrait de la Dominique, en 1968, et les premières graves difficultés de la production régionale, au début des années 1970, ne lui portent un coup mortel. A défaut on doit s'en remettre comme dans les îles francophones aux manifesta-

tions de la solidarité nationale et à la bonne volonté des établissements bancaires. La situation peut être alors dramatique si de tels accidents se répètent très fréquemment, ce qui fut hélas le cas aux Antilles dans les années 1963-1967 puis 1979-1980.

**2) Le rôle des conditions pédologiques de la culture :** Elles sont déterminantes. On s'aperçoit en effet que même dans les situations les plus favorables, en Equateur par exemple, seuls 40 p. 100 des racines du bananier dépassent la profondeur de 30 cm et que 20 p. 100 d'entre elles seulement s'enfoncent à plus de 60 cm. C'est dire l'importance que revêt ainsi la structure du sol superficiel où la plante doit pouvoir développer un enracinement satisfaisant pour assurer ses besoins en eau et en substances nutritives et se doter aussi d'un ancrage suffisant pour équilibrer la masse relativement énorme de ses éléments aériens surtout dans les derniers mois du cycle productif où elle épandait son régime. Or, c'est un fait reconnu, le pouvoir de pénétration de ces organes souterrains est assez limité.

Le moindre obstacle, comme la présence d'éléments grossiers ou d'un niveau argileux compact, perturbe leur développement latéral ou vertical et contribue du même coup à affaiblir la plante. Il importe également que le sol soit bien aéré et assure une bonne circulation de l'eau, sans perméabilité excessive toutefois puisque le bananier doit pouvoir y trouver en période de déficit hydrique un minimum d'humidité, et que l'efficacité de l'irrigation dépend essentiellement de la capacité du milieu à retenir une partie de l'eau qui lui est prodiguée. Or il se trouve que les déplacements de la main-d'oeuvre à l'intérieur des parcelles ajoutant leurs effets de tassement à la répétition des apports d'eau en saison sèche, même par aspersion, et à la violence des orages tropicaux malgré l'obstacle du feuillage, on aboutit plus ou moins vite à un effet de compaction de l'horizon superficiel qui nuit au développement du bananier sans même qu'il soit nécessaire d'invoquer l'importance du parasitisme. C'est pourquoi on admet aujourd'hui la nécessité de replantations périodiques qui, outre un meilleur contrôle de l'état sanitaire des plantations, sont aussi l'occasion par des labours profonds de rétablir de temps à autre l'équilibre du sol.

Longtemps en effet le principal souci des producteurs fut essentiellement d'assurer le meilleur écoulement des eaux superficielles en aménageant dès la plantation un réseau de drains important que l'on complétait ensuite au hasard des nécessités locales. Pour le reste on se contentait en général de remplacer les pieds détruits ou manquants et l'ameublissement du sol se limitait le plus souvent aux fosses que l'on devait creuser pour y déposer rejets nouvellement sevrés ou bulbes préalablement parés. On admettait d'ailleurs que la plante devait se contenter des ressources de la fertilité naturelle et seuls des apports d'urée venaient localement compenser le prélèvement réalisé à chaque récolte. Il est vrai qu'à partir du début du siècle la perspective de l'apparition tôt ou tard du Mal de Panama n'incitait pas les producteurs américains à concevoir l'idée

d'une exploitation de longue durée.

Et pourtant, les analyses le montrent, le bananier est une plante exigeante. Des mesures effectuées sur la variété Naine ont ainsi montré que jusqu'au stade de la récolte, il faut aux Canaries, pour une densité de 1600 pieds à l'hectare, que la plante puisse mobiliser 1075 kg de potasse à l'hectare, 298 kg d'azote, 214 kg de calcium, 101 kg de magnésium, 31 kg de phosphate. En Guinée, des évaluations ont révélé également des valeurs élevées quoique, du fait de densités supérieures (2500 pieds), les chiffres nous paraissent plus raisonnables : 861 kg de potasse, 225 kg d'azote, 87 kg de calcium, 24 kg de phosphore, etc. On notera cependant que, malgré les différences enregistrées, les proportions à respecter outre les éléments essentiels, azote-potasse-phosphore, sont à peu près les mêmes : il faut en effet selon J. CHAMPION « dix fois moins de phosphore et trois fois et demie plus de potasse que d'azote ». On se souviendra cependant qu'une grande partie des substances mobilisées est en réalité rendue au sol après récolte quand le pied porteur ayant achevé son cycle de développement est abattu afin de dégager le rejet successeur le mieux placé et stimuler son développement. Seul en effet le régime est commercialisé et l'on n'exporte même aujourd'hui que les mains les mieux venues et les groupes de doigts ayant un aspect impeccable.

Il en résulte pourtant, si limitée soit-elle, une perte sèche pour le milieu local que l'on doit aujourd'hui compenser par des apports réguliers de fertilisants. L'obtention de hauts rendements et de fruits de qualité est à ce prix. Les progrès de la recherche aidant, on s'attache également par la pratique des analyses foliaires à détecter maintenant autant que possible préventivement les éventuelles carences et le laboratoire est devenu désormais l'auxiliaire indispensable de l'exploitant agricole en culture intensive. Fortes de l'avance qu'elles ont acquise en ce domaine et des moyens financiers qu'elles peuvent mobiliser, les grandes compagnies bananières ont ainsi ajouté à leur rôle commercial une fonction d'assistance technique, grâce à laquelle elles ont pu compenser l'affaiblissement de leur puissance territoriale et préserver un indispensable droit de regard sur les fruits qu'elles auront la charge de distribuer. Ailleurs c'est aux services agricoles ou à des organismes spécialisés faisant autorité en la matière, tel l'IRFA pour les pays francophones, que revient la responsabilité de cet encadrement.

**3) Le rôle historique et actuel des maladies et parasites de la plante :** C'est là un des sujets les plus préoccupants depuis que « Bunchy top » entre les deux guerres a commencé à décimer les plantations australiennes et que le Mal de Panama a entrepris avec le début du siècle de ravager méthodiquement les cultures de Gros Michel en Amérique centrale et dans les grandes Antilles. Si l'on parvint cependant en Australie à découvrir assez vite l'origine virale de la maladie et son vecteur, un puceron, puis à mettre en place à partir de là un programme de lutte extrêmement sévère qui permit dès la fin des années 20 de relancer la

production, ce fut par contre dans le cas du Mal de Panama un échec total et toutes les recherches menées sur ce problème pendant un grand demi-siècle ne permirent jamais ni de l'éliminer, ni même de le contrôler sérieusement.

Bunchy top n'avait eu en réalité que des effets locaux et, bien contrôlé sans doute, ne quitta à peu près pas son domaine d'origine. Tel ne fut pas en revanche le destin de la «Cercosporiose du bananier» décrite pour la première fois à Java en 1912 et, indépendamment, à Fidji en 1913 dans la vallée de Sigatoka dont elle a fini par garder le nom mais qui à partir de là se diffusa assez largement à travers le Monde et submergea rapidement dans la seconde moitié des années 1930 la totalité de la bananeraie commerciale américaine. Très vite on devait avoir cependant la chance de trouver une parade pleinement efficace en transposant au bananier les formules qui avaient permis à la viticulture française de maîtriser les ravages d'une autre affection fongique, l'Oïdium, mais l'ampleur des surfaces à traiter pendant toute la durée de la période humide et les volumes de liquide à mettre en oeuvre à chaque fois pour obtenir un résultat satisfaisant, devaient bientôt imposer dans ce cas la mise en place d'équipements fixes importants. Or c'est justement par l'ouverture de nouvelles zones de production et l'abandon où la conversion à d'autres cultures (le cacaoyer avant la seconde guerre mondiale, le chanvre de Manille localement pendant la durée du conflit, le palmier à huile depuis 1950) que l'on était parvenu jusqu'à à satisfaire les exigences croissantes du marché mondial malgré les développements prévisibles du Mal de Panama.

C'est pourquoi au moment où après le Mexique, les sociétés bananières découvrent l'Equateur, on voit la UFC développer au Honduras essentiellement les techniques de submersion qui seules permettaient de concilier l'omniprésence de cette maladie et les nécessités de la lutte contre la Cercosporiose, tandis que la Standard Fruit qui ne disposait pas de la même surface financière, sera amenée dans le même temps à se porter de plus en plus résolument vers le changement variétal que l'on avait jusqu'ici tacitement écarté. La mise au point, à la Guadeloupe, des traitements huileux à débit réduit par voie aérienne qui modifiaient radicalement les conditions de la lutte contre le mal de Sigatoka, ne sera pas de ce fait de nature à modifier une stratégie déjà bien définie et la United Fruit n'aura plus dès lors d'autre recours que d'emboîter enfin le pas à sa rivale qui accumule à partir de là les succès. Les quinze années qui suivent sont donc pour les multinationales bananières des années d'euphorie où pour la première fois depuis bien longtemps les problèmes phytosanitaires ont cessé d'être au premier plan de leurs préoccupations, où l'abondance retrouvée de leurs disponibilités en fruit leur permet de tirer profit de la décolonisation et de la libération d'un certain nombre de marchés pour élargir un peu partout leur zone d'influence.

Il faudra en effet attendre la seconde moitié des années 1970 pour que les progrès de la «Sigatoka negra» (Banana Black Streak Disease) suscitent à nouveau de sérieuses

inquiétudes en raison de la médiocre efficacité dans ce cas des moyens de lutte connus. Maladie de la feuille, elle se signale comme la Cercosporiose par l'apparition de lésions superficielles mais de forme et de couleur particulières ce qui lui a valu l'appellation de Sigatoka «noire» par laquelle on la désigne couramment pour la distinguer de la Sigatoka «jaune» classique. Elle est caractérisée en effet par l'apparition de taches couleur café clair, parfois rougeâtre, qui se développent sur la face inférieure de la feuille et n'apparaissent au dos de celle-ci qu'à un stade plus avancé de la progression du mal. On a d'abord essayé de la contrôler en augmentant les quantités d'huile utilisées dans les traitements habituels et la fréquence des passages, mais sans effets réels autres que d'occasionner au fruit de sensibles dommages. On a donc cherché d'autres formules et tenté de mettre au point de nouveaux produits mais sans résultats probants.

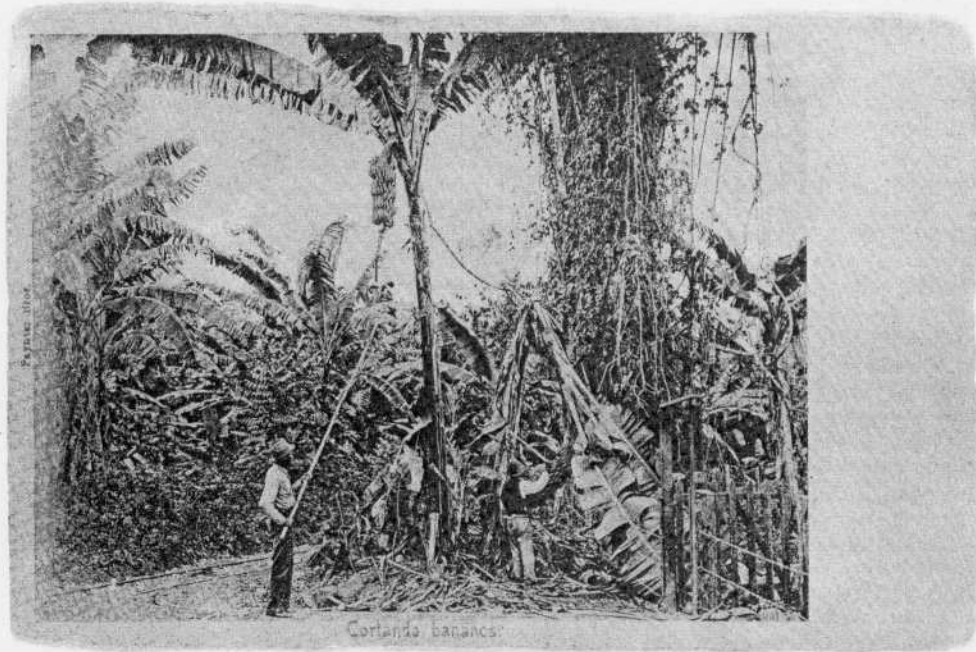
Avec la maladie d'origine bactérienne dite «de Moko», connue depuis 1895 à Trinidad mais repérée de façon certaine au Panama et au Honduras depuis 1956, pour laquelle on ne connaît également pas de moyen de lutte efficace, la Sigatoka noire est actuellement l'une des menaces les plus graves qui pèsent sur l'avenir de la bananeraie commerciale. Plus immédiatement appréciables sont par contre les effets du parasitisme qui sans mettre véritablement en péril le développement de la plante, peuvent affecter de façon très sensible la qualité du fruit, donc les résultats économiques de la culture. Or le nombre des hôtes indésirables du bananier est assez important et leurs effets cumulés, si modestes soient-ils en apparence, sont d'autant plus vivement ressentis que le changement variétal a porté au premier plan des bananiers plus sensibles à leur présence et que l'exigence de qualité du marché impose aujourd'hui une stricte sélection des fruits avant exportation.

De ce fait la lutte contre le charançon du bananier (*Cosmopolites sordidus*), qui développe la première moitié de son cycle biologique à la partie superficielle du bulbe, ou bien contre les nématodes, parasites du rhizome et des racines, est devenue systématique ; comme sont systématiquement pourchassés les insectes fréquentant éventuellement la fleur ou susceptibles de proliférer autour du régime. A ce propos l'habitude que l'on a prise de le traiter préco-cement contre le développement des «thrips», puis de le protéger, sitôt le redressement des doigts achevé, par une housse de polyéthylène, après avoir procédé à l'épistillage des fruits et à l'ablation du bourgeon terminal et des fausses mains, apparaît extrêmement satisfaisante puisqu'elle stimule l'épanouissement des bananes et leur assure de plus une protection parfaite contre tout grattage éventuel.

#### Conclusion de la première partie

Activité caractéristique de la zone tropicale chaude et humide, la culture bananière commerciale a dû affronter à partir de la première guerre mondiale des difficultés croissantes, d'ordre essentiellement sanitaire, qu'elle n'a pu surmonter que par une meilleure connaissance de la

PLANCHE 1  
La Gros-Michel



Phot. 1. La plante



Phot. 2. Régimes prêts pour l'exportation

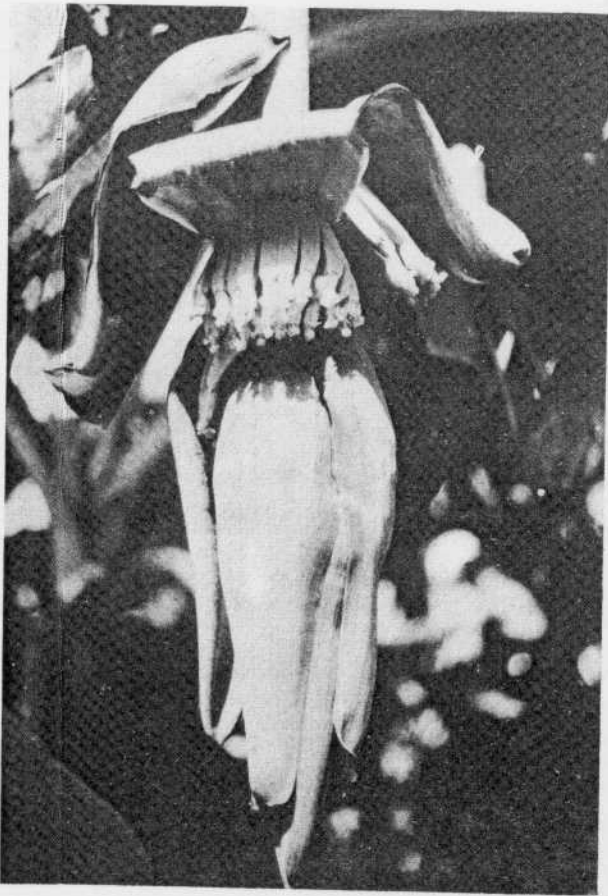


PLANCHE 2  
Le régime (variété Cavendish)

Phot. 1. La fleur

*(Cliché de l'auteur)*



Phot. 2. Le régime avant engainage

*(Cliché de l'auteur)*

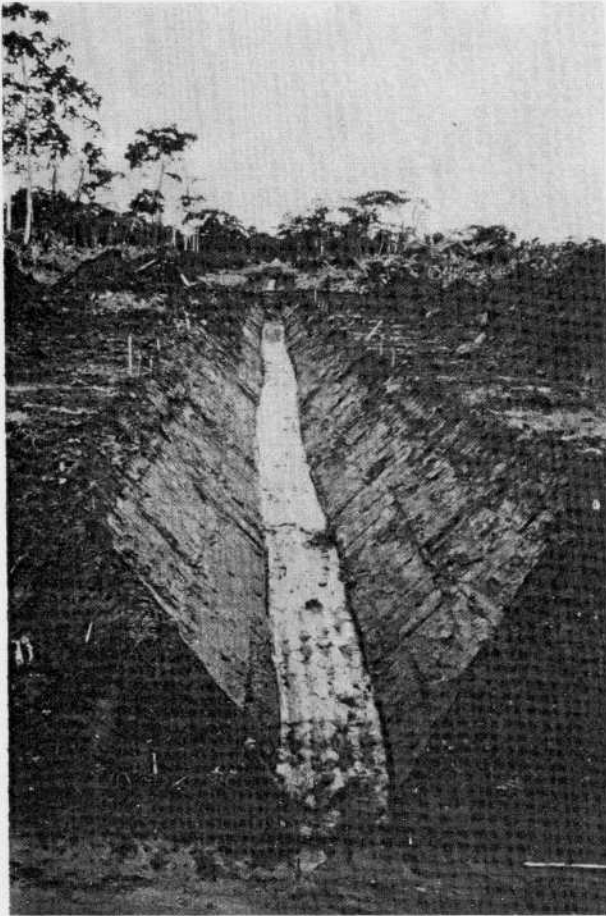


Phot. 3. La découpe des mains pour l'exportation

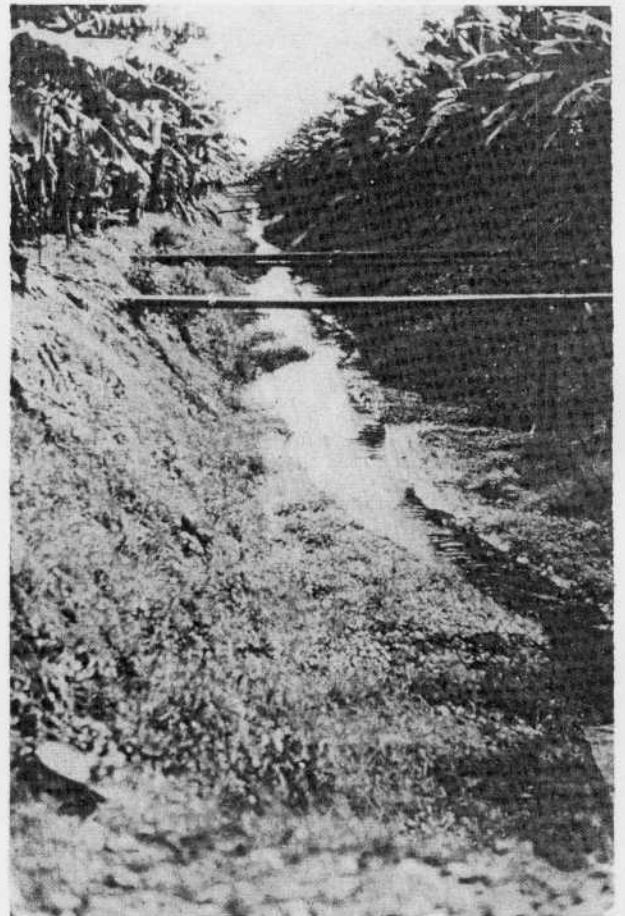
*(Cliché de l'auteur)*

PLANCHE 3  
Nécessité du drainage

*(Cliché de l'auteur)*



Phot. 1. Un drain primaire récemment creusé (Costa Rica, Côte Atlantique)



Phot. 2. Un drain ancien déjà partiellement engorgé. Noter les tubes d'irrigation et les ponceaux franchissant l'obstacle



Phot. 3. Un drain qu'il va falloir songer à réaménager

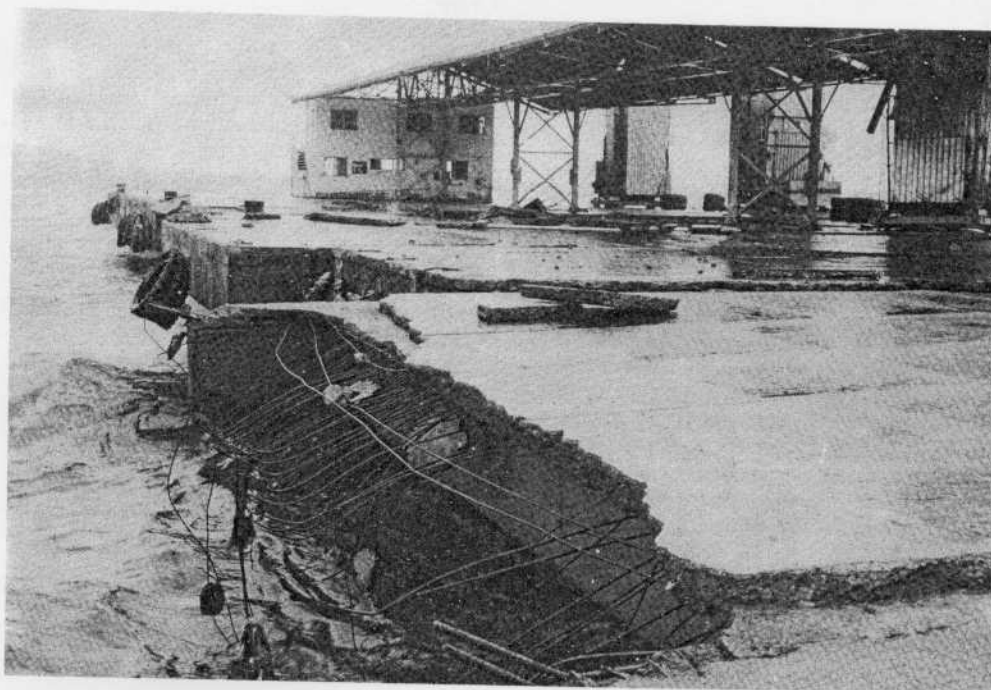
*(Cliché de l'auteur)*

PLANCHE 4

Les effets catastrophiques d'un cyclone aux Antilles



Phot. 1. Les bananiers cassés par le vent



Phot. 2. Le quai bananier de Basse-Terre (Guadeloupe) après « David »

plante et un effort remarquable de renouvellement qui culmine dans les deux dernières décennies. Mais en raison de choix techniques différents aussi anciens que la spéculation bananière elle-même, il est évident que cette recherche ne put être longtemps menée qu'en ordre dispersé. Il faut en effet attendre les initiatives de la Commission des Caraïbes organisant en 1964 une première «Tournée d'Etude» spécifiquement consacrée aux technologies bananières et la constitution en 1966 d'une «Association pour la Coopération de la Recherche bananière dans la Caraïbe et les Tropiques américains» (ACORBAT), société de droit français domiciliée à Fort-de-France, pour que s'organise véritablement en ce domaine la confrontation internationale des résultats. On passe ainsi avec la première réunion technique sur la banane organisée par la FAO, en 1960, en Côte d'Ivoire, d'une période où les échanges d'informations entre les scientifiques concernés restent individuels et éminemment occasionnels, à la phase actuelle de la recherche, où la communauté des problèmes posés en raison de la vulgarisation des variétés nouvelles, l'intérêt général, invitent à rendre plus systématiques les échanges d'idées.

Si l'on tient compte encore de ce que depuis la création en 1964 à Guayaquil d'un Groupe d'Etude international de la Banane les problèmes économiques de la branche font l'objet de rencontres périodiques placées sous l'égide de la FAO, c'est donc dans un climat totalement neuf que s'effectue dans les vingt dernières années l'effort de renouvellement du marché bananier mondial dont nous pouvons maintenant apprécier toute la portée. On a vu ainsi à la limite les divers pays producteurs, soucieux de l'avenir d'une activité qui représente encore pour certains une part essentielle de leur Commerce extérieur, se doter de structures propres de recherche et d'encadrement afin de retrouver la maîtrise de leur développement et tenter ainsi de secouer le monopole technologique et scientifique longtemps indiscuté, indiscutable, des multinationales bananières.

En résulte la formation dès le tournant des années 60 en Amérique du Sud d'un certain nombre d'institutions nouvelles plus ou moins spécialisées, émanation d'organismes nationaux préexistants, pour la Colombie par exemple, ou produit, comme l'Institut Franco-équatorien de Recherche agronomique (IFEIA), d'une association internationale permettant de tirer profit de l'expérience accumulée par l'IFAC et d'échapper du même coup à la tutelle nord-américaine. Mais c'est évidemment en Amérique centrale que cet effort de création revêt le plus d'originalité compte tenu du rôle traditionnellement tenu ici par la UFC ou la Standard Fruit Company.

### *Chapitre III : Le système de la production de la bananeraie commerciale*

Si l'on considère la géographie de la culture bananière d'exportation, on est amené à constater le petit nombre des territoires où s'approvisionne à toutes les époques le

commerce international ; mais aussi la faible extension des régions qui dans chacun d'entre eux se vouent à la production fruitière et le poids souvent important par contre qu'elles ont dans leurs économies nationales respectives. C'est ainsi qu'avec seulement 4.000 hectares en culture en 1891, la bananeraie jamaïcaine représentait déjà 10 p. 100 des exportations de l'île quoiqu'elle n'ait occupé, selon RUNG, que 1,5 p. 100 de l'espace agricole total utilisé. Seize ans plus tard, d'après la même source, la banane ne couvrait encore que 24.000 hectares, 5,7 p. 100 des surfaces cultivées, mais atteignait cette fois 47 p. 100 des exportations. De cette façon quand, dans les premières années 1930, la Jamaïque parvient au terme d'une croissance remarquable au maximum de l'expansion de ses plantations, on observe qu'avec 43 à 44.000 hectares cultivés en moyenne entre 1930 et 1934, le commerce des fruits représentait encore 55 p. 100 des exportations nationales.

Ce n'est pourtant pas la Jamaïque qui témoigne à la veille de la seconde guerre mondiale de la plus forte dépendance. Ainsi au moment où cette île fait à la banane le maximum de place dans ses exportations (59 p. 100 au maximum en 1935), le Honduras pulvérise tous les records approchant même en 1937 les 85 p. 100. La performance apparaît d'autant plus remarquable qu'à la différence de ce grand producteur antillais la concentration géographique de la culture bananière commerciale a toujours été plus poussée, et que les effets d'entraînement imputables à la banane ont toujours été en conséquence plus étroitement localisés. San Pedro Sula présente ainsi l'aspect séduisant d'un centre dynamique que n'offre pas au même degré la capitale, Tegucigalpa.

Les fortes contraintes imposées par la rigidité du système commercial de la banane, dissuadant en effet de disperser les efforts, on constate en règle générale que les plantations se rassemblent volontiers en blocs homogènes. En résulte la géographie propre aux cultures bananières d'exportation qui tend à se concentrer en un petit nombre de centres agricoles que l'on désigne normalement sous le nom de «zones bananières» et que l'on rassemble aussi parfois sous l'appellation globale d'«enclaves» bananières. On parle ainsi de la zone bananière du Bas-Motagua, de Bananera ou de Puerto-Barrios, au Guatemala, selon que l'on veut mettre l'accent sur la localisation géographique, le centre d'animation principal ou le port d'exportation ; de la zone bananière du Changuinola ou d'Almirante, au Panama, selon que l'on privilégie l'appartenance administrative ou les structures économiques du secteur concerné. Mais on utilise par contre la formule expressive d'«enclave» bananière dès que l'on veut attirer l'attention sur le système d'exploitation économique des compagnies, sur le fait qu'elles aient pu en particulier détourner une partie du territoire de tel ou tel état pour l'orienter vers la satisfaction de marchés extérieurs et que leur puissance ait ainsi mis quelquefois à rude épreuve les souverainetés nationales.



A) La notion de zone (ou d'enclave) bananière : Les deux termes ne s'excluent pas, mais compte tenu de ce que la notion d'enclave apparaît plus extensive puisqu'elle englobe au Honduras par exemple les activités des deux sociétés qui y sont installées (la UFC autour de La Lima ; la Standard dans l'arrière-pays de La Ceiba), c'est de la première qu'il sera ici essentiellement question, puisqu'elle éerne mieux les réalités de la mise en valeur.

1) *Aspects originaux* : Assez étroitement littorales, mais susceptibles d'importants développements «en profondeur» quand existe, comme au Cameroun oriental, au Costa-Rica ou en Equateur, un réseau de transport intérieur préexistant ou non, les bananeraies commerciales ne se multiplient pas en effet au hasard mais recherchent la proximité du point de chargement maritime des fruits qui s'individualise ainsi dès l'origine comme le centre moteur de la production régionale. Il s'agit parfois d'un royaume urbain ancien comme Santa-Marta ou Guayaquil et dans ce cas le développement de l'exportation fruitière est l'occasion d'un renouveau remarquable au prix d'un effort d'équipement relativement limité. Mais la culture bananière est aussi souvent culture pionnière et comme telle a pu être à l'origine de quelques promotions urbaines un peu inattendues voire, au terme de périodes prospères plus ou moins longues, d'accidents irrémédiables. Ainsi, au Honduras, l'activité soutenue du port de La Ceiba ou de Puerto-Cortes qui assure aujourd'hui le gros des expéditions de la United Brands, contraste-t-elle avec le déclin entre les deux guerres de Trujillo-Puerto-Castilla une fois que la UFC eut abandonné la place après avoir obtenu l'autorisation d'enlever le réseau ferré qu'elle avait construit, ou l'effacement actuel de Tela victime des regroupements d'activité réalisés à l'avantage de La Lima. On pourrait de la même façon, toutes proportions gardées, opposer au succès de Puerto-Bolivar, le destin du port d'Esmeraldas, victime de l'évolution récente de la bananeraie équatorienne et du rayonnement de Guayaquil, bien que le pétrole ait aidé dans ce cas à compenser les effets de ce détournement de trafic.

Etroitement dépendante de son débouché maritime, chaque zone bananière voit en général ses possibilités d'expansion limitées moins par la distance en données brutes que par la durée du voyage, c'est-à-dire l'efficacité des moyens dont elle dispose pour l'acheminement des fruits. La voie ferrée jadis, la route plus récemment, souvent l'une et l'autre, tissent ainsi du littoral vers l'intérieur les lignes de force de son expansion géographique sur des profondeurs variables mais n'excédant guère la centaine de kilomètres en l'absence habituellement d'une protection suffisante pour que les bananes n'aient pas à souffrir d'un transit prolongé. La recherche de nouvelles terres épargnées par le Mal de Panama, dans le passé, plus récemment la force de conviction d'une forte demande internationale comme dans l'Equateur des années 50, ou l'attrait de terres neuves ayant conservé toute leur fertilité comme dans le Costa-Rica des années 60, ont évidemment incité à repousser progressivement les limites de la zone plantée jusqu'au

maximum compatible avec la rentabilité de l'opération et la fragilité du produit. Mais dès que le changement de variété eut rendu possible la réoccupation de régions jadis abandonnées en raison des progrès de la maladie et de l'épuisement des sols, on constate cependant le développement d'une tendance inverse tant le souci de la qualité du fruit et l'inconfort relatif des transports amènent à préférer à toute autre solution la proximité des installations portuaires.

Fortement polarisée en raison des servitudes résultant de la nécessité d'un parcours maritime, très stable quoique perpétuellement changeante du fait des remises en culture et des abandons éventuels, la zone bananière s'individualise encore par bien d'autres aspects. Sans doute est-elle d'abord un «paysage», un «cadre de vie» étonnamment semblable d'une région à l'autre malgré l'apparente diversité résultant à certaines époques de la variété cultivée mais aussi des techniques de production mises en oeuvre, des contraintes plus ou moins fortes du milieu naturel, des structures locales de la mise en valeur, de l'existence ou non d'une tradition agricole antérieure au développement des bananeraies. Mais elle est aussi un milieu humain original rassemblant des éléments souvent disparates par leurs origines ethniques, géographiques, sociales et culturelles, où les tensions latentes s'expriment à l'occasion en violences brutales mais brèves quand elles ne prennent pas, ce qui est le plus fréquent aujourd'hui, la forme de mouvements organisés en raison d'une syndicalisation généralement très forte. Et c'est aussi, si la formule a encore un sens, un «genre de vie» par la mobilisation permanente imposée à cette collectivité humaine toute entière au service d'une monoproduction commerciale et des exigences lointaines du marché. Telle quelle, elle est bien une réalité vivante, produit selon les lieux d'une impulsion extérieure, d'une initiative locale ou de la rencontre opportune de l'une et de l'autre, mais constamment menacée par les aléas de la production et les humeurs de la conjoncture, étroitement dépendante au total d'acheteurs lointains sur lesquels elle n'a guère de prise comme de la bonne volonté et de la santé économique de ses intermédiaires commerciaux. De là succès et échecs, essors spectaculaires ou déclin dramatiques, histoire chaotique en apparence de la culture d'exportation qui contribue à alimenter le mythe d'une activité spéculative vouée à une permanente incertitude.

Ce n'est pas toujours une enclave étrangère au territoire où elle est établie, comme le prouve l'histoire de la culture bananière aux Canaries ou dans la zone antillaise, où la production bananière n'est que le dernier avatar d'une tradition commerciale aussi ancienne que la colonisation elle-même. Il est vrai cependant qu'en Amérique centrale le déséquilibre existant d'emblée entre la faiblesse des états et la puissance des sociétés intéressées à la production et au commerce de la banane, a engendré des situations profondément originales. Non seulement en effet une partie du territoire national tenue en concession, en location ou en toute propriété par telle de ces entreprises, pouvait vivre et se développer de façon parfaitement autonome, mais encore celle-ci se trouvait en général disposer d'un

ponds suffisant pour orienter si nécessaire la vie politique du pays, amener l'autorité législative à lui concéder des privilèges parfois exorbitants en matière douanière ou fiscale et influencer à la limite l'état des relations internationales. Le terme d'enclave n'a dans ces conditions rien d'excessif. Il explique notamment que certaines zones bananières aient eu longtemps des contacts plus fréquents avec l'étranger grâce à d'excellentes dessertes maritimes, qu'elles n'avaient de rapports avec la capitale du pays où elles étaient établies vu la médiocrité relative des liaisons intérieures, au moins jusqu'à la vulgarisation des transports aériens. Il souligne en tout cas la profonde originalité de ce milieu géographique assez bien circonscrit où, à l'«étrangeté» du paysage des plantations, à l'ampleur des moyens techniques mis en oeuvre, s'ajoute la marque indélébile d'une influence anglo-saxonne ancienne, sinon profonde, que l'on remarque sans difficulté dans l'habitat, le mode de vie, les loisirs et plus encore dans un usage courant de l'anglais qui est, dans les rapports professionnels au moins plus largement utilisé que l'espagnol parmi les cadres moyens et supérieurs de l'entreprise.

On a souvent souligné, avant et après KEPNER qui, le premier sans doute, a tenté une approche systématique du problème, le caractère néfaste de la politique maladroite de développement ferroviaire par laquelle un certain nombre d'états centre-américains, sous prétexte de se donner une infrastructure moderne de transports qu'ils étaient incapables de réaliser par eux-mêmes, s'en sont souvent remis au premier venu. Or ces concessions ferroviaires assorties de larges allocations de terres nationales étaient des plus intéressantes pour les compagnies bananières toujours soucieuses de développer leur potentiel productif mais attirées plus spécialement en l'occurrence par la perspective de pouvoir aménager dans les meilleures conditions les voies de desserte indispensables. C'est pourquoi elles ne manquaient pas de se porter volontaires chaque fois que le premier titulaire de l'opération, peu soucieux en fait de passer aux actes ou dépassé parfois par le coût et les difficultés de la tâche, se déclarait défaillant et cherchait à se libérer de ses engagements en les cédant au mieux offrant. Ainsi par des cheminements compliqués, parfois inattendus, le titre primitif se trouvait-il échouer plus ou moins vite à une société bananière dont l'intérêt était rarement en fait de pousser les travaux de la voie une fois qu'elle avait réalisé ses propres objectifs : s'assurer la maîtrise d'un vaste domaine agricole, contrôler les moyens de transport intérieur et au-delà les infrastructures d'exportation. C'est ce qui explique sans doute que les deux seuls projets d'équipement qui aient pleinement abouti, le chemin de fer de Puerto-Limón à San-Jose (Costa-Rica) et la ligne de Puerto-Barrios à Guatemala-Ciudad achevés respectivement en 1890 et 1910, furent parmi les opérations à peu près contemporaines de la spéculation bananière celles que l'on avait pu terminer avant la formation de la UFC et le grand essor du trafic fruitier en Amérique centrale, celles aussi où Minor Keith avait eu la pleine responsabilité des derniers travaux.

2) *Formation et évolution* : Il y a en réalité deux grands types de zones bananières. La première est issue de la conversion d'une vieille région agricole à la production fruitière. Il en résulte donc peu de défrichements spectaculaires car il n'y a en général plus beaucoup de terres susceptibles d'être gagnées à la nouvelle culture, et si l'on met à part la mutation du paysage et l'obligation faite aux populations locales de modifier leurs habitudes de vie et de travail, l'impression dominante est, au-delà de l'événement, plus celle de la continuité que d'un bouleversement radical des situations acquises. Les Antilles françaises, les îles Canaries nous fourniraient ici d'excellents exemples. Le second est au contraire plus nettement une création, même si parfois, comme à Santa-Marta (Colombie), l'initiative locale a pu précéder localement l'intervention du capital étranger. C'est donc là que l'on peut le mieux apprécier la formation et l'évolution d'une zone bananière puisque la puissance publique n'intervient à peu près pas une fois la concession accordée, et que le développement de la production procède quasi-uniquement de considérations économiques. Les côtes de l'Amérique centrale, du Mexique et de l'Amérique du Sud tropicales nous en donnent une abondante illustration.

Elles ne manquent pas en effet de plaines littorales souvent vastes mais écoulant difficilement en raison d'une trop faible pente les pluies locales ainsi que de nombreux cours d'eau de toutes tailles collectant les fortes précipitations sur les reliefs de l'arrière-pays. Les sols n'y sont pas dépourvus de fertilité, ce sont même souvent d'excellentes terres, mais l'excès d'humidité rend indispensable un drainage profond et l'on ne peut espérer dans ce cas de résultats satisfaisants sans la mobilisation préalable de moyens techniques et financiers puissants. Il faut encore tenir compte de la rareté des sites portuaires naturels et de la puissance de la végétation qui fait obstacle à l'occupation, imposant avant toute chose un énorme travail dans la chaleur moite, le pullulement des insectes, l'isolement, les fièvres... Un monde difficile donc, sinon hostile à tout établissement humain, décourageant en tout cas la mise en valeur hormis les rives des principaux cours d'eau où la possibilité de déplacements commodes et un débroussaillage plus facile avaient en général amené à développer les premières bananières commerciales quand existaient quelques possibilités d'exportation.

Il serait intéressant de pouvoir débrouiller les conditions dans lesquelles, ayant repéré les possibilités de telle ou telle région, un individu ou une société a pu rassembler le minimum de terres suffisamment bien situées pour envisager l'ouverture d'une zone de production nouvelle, et comment purent être financées de telles opérations. Il y a certes ces fameuses concessions ferroviaires sans lesquelles on eut manqué d'un élément essentiel, mais à moins d'invoquer le hasard, il est bien surprenant que transitant quelquefois par de nombreuses mains, elles aient fini justement, et très vite, en la possession de la personne ou de l'entreprise la mieux capable d'en tirer parti. On est ainsi amené à imaginer l'intervention de toute une faune de rabatteurs et

d'hommes de paille ayant servi peut-être malgré eux au développement d'un projet bien arrêté. Mais on ne peut en général que très mal apprécier la genèse de l'affaire, qu'il s'agisse de la façon dont on a pu prendre le contrôle des terres convoitées et plus encore de la manière dont a été conduite la négociation des contrats ayant donné à cet établissement une consécration officielle.

C'est donc au terme d'un long parcours clandestin que le projet peut enfin se concrétiser avec la mise en place des premières infrastructures lourdes permettant l'acheminement du matériel : installations portuaires plus ou moins sommaires, premiers éléments ferroviaires dans le cas des zones bananières les plus tardives telles Parrita-Quepos (Costa-Rica) ou Puerto-Armuelles (Panama). On peut en effet estimer entre cinq et dix ans la durée qui sépare le moment où l'intérêt des responsables de la compagnie a été éveillé par quelque prospecteur plus ou moins indépendant, et celui où s'amorcent véritablement les premières plantations surtout dans le contexte propre au Costa-Rica de l'entre-deux-guerres où la UFC a bien du mal à faire admettre au Pouvoir politique l'intérêt d'ouvrir un «second front» bananier sur la côte Pacifique.

Mais dès que la nouvelle zone de production a ainsi acquis valeur égale, son développement peut être très rapide. On a d'ailleurs souvent commencé à défricher et à planter, par personne interposée, à effectuer même quelquefois les premières expéditions bien avant d'avoir obtenu toutes les autorisations indispensables. Sitôt donc tous les obstacles levés l'opération prend sa véritable ampleur. Tandis que les équipes spécialisées mettent en place voies principales et embranchements ferroviaires plus spécialement destinés à la desserte des exploitations agricoles, d'autres s'activent à l'abattage des sous-bois et à l'enlèvement des essences utiles puis à l'aménagement des réseaux de drainage permettant l'assainissement du sol. On peut alors procéder au piquetage de la plantation, au creusement des fosses étroites destinées à recevoir les bananiers, à la mise en terre des premiers bulbes qu'il faut bien se procurer à l'extérieur puisque les disponibilités locales sont en général au départ insuffisantes. Ce n'est pas en effet avant plusieurs années que l'on parviendra en la matière à l'auto-suffisance et que l'on pourra même inversement contribuer au lancement de nouvelles zones de production.

Les jeunes bananiers ont donc déjà entamé leur croissance au moment où l'on commence à abattre les plus grands arbres dont les troncs abandonnés encombreront le sol en attendant que le pourrissement du bois aide à les éliminer. Deux à trois années suffiront en général pour que se décompose la plus grande partie de cette matière végétale. Le sol de la bananeraie est alors plus net bien que perpétuellement encombré de débris divers, pseudo-troncs sacrifiés après récolte ou feuilles desséchées élaguées de temps à autre pour éviter d'éventuels dommages au régime encore sur la plante. On notera cependant que pour des raisons techniques cet effort de défrichage ne progresse pas, comme on serait tenté de le croire, en un front continu, mais par pans entiers successifs correspondants

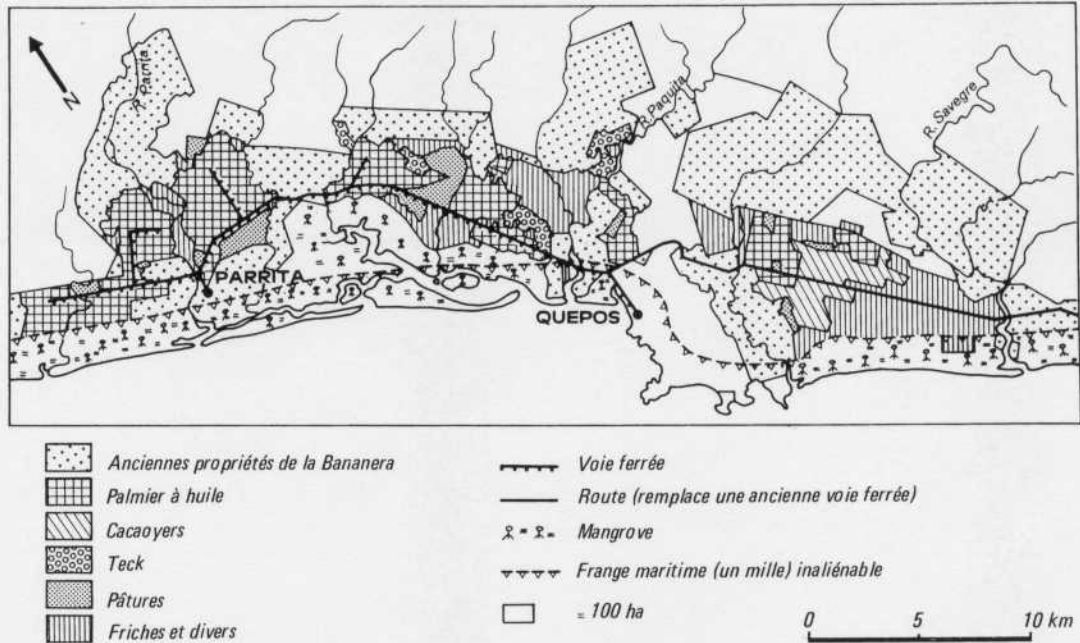
à l'ouverture de chacune des fermes (ou fincas) qui sont les unités de base de cet effort de mise en valeur. Comme par ailleurs le Mal de Panama ou l'épuisement des sols rendait plus ou moins vite dans le passé nécessaire l'abandon des secteurs les plus anciennement défrichés, les progrès de l'exploitation agricole se signalaient donc finalement par un glissement caractéristique de l'espace planté que l'on a parfois comparé au déplacement orienté de l'ombre portée d'un nuage sur le sol. L'exemple de la zone bananière de Quepos, relativement schématique, est ainsi l'une des meilleures illustrations que l'on puisse donner sans doute du destin des grandes régions de production fruitières américaines (figure 7).

Relayant à partir de 1934 ou 1935, les activités d'une petite affaire d'exportation opérant depuis la fin des années 1920 dans la région de Parrita d'où les fruits étaient exportés vers les Etats-Unis via le port de Puntarenas, c'est ici que la UFC avait d'abord entrepris d'ouvrir son premier établissement agricole sur la côte Pacifique du Costa-Rica. Elle y avait hérité de la Pirris Farm and Trading Company de quelques plantations et d'un premier réseau commercial puisque dès 1930 une partie des fruits expédiés provenait de planteurs sous contrat. L'affaire cependant était modeste et ne commercialisait pas plus de 200 à 300.000 régimes dans l'année. Avec l'intervention de la UFC, les choses allaient rapidement changer d'allure.

Pour assurer l'exportation, elle commence en effet par construire une voie ferrée parallèle au littoral, en arrière de la mangrove, et complète cet équipement par l'aménagement d'un port en eau profonde pour l'accueil de ses navires bananiers, à Quepos. Puis développant ses plantations à partir de la basse vallée du Rio Parrita le long de cet axe majeur, elle avait pratiquement achevé l'occupation de l'espace ainsi défini quand l'entrée en guerre des USA l'obligea à borner momentanément des ambitions. Elle dut d'ailleurs peu après renoncer à exploiter près de 2.000 hectares de ses bananeraies les plus anciennes et concentrer ses activités dans le voisinage immédiat du port, mais avec la reprise de l'exportation elle put envisager de prolonger la voie et de pousser plus loin en direction du Sud-est son effort de mise en valeur. Ainsi dès 1949, compte tenu de l'étroitesse de la plaine côtière, la totalité de celle-ci avait été parcourue par la «vague» bananière qui, en moins de 20 ans, avait submergé ici quelques 12.000 hectares. Mais on avait ce faisant à peu près épuisé toutes les possibilités locales de développement et il fallut renoncer dès 1956 à toute activité fruitière. Une quinzaine d'années avaient suffi pour que l'expansion du Mal de Panama oblige la compagnie à modifier sa stratégie locale de développement, faute d'accepter encore l'idée d'un changement variétal.

Dès les premiers abandons on avait cependant cherché à tirer parti des terres désormais impropres à la spéculation bananière pour y développer un certain nombre d'expériences agricoles et tenter de définir en particulier la ou les cultures de substitution permettant de relayer éventuel-

Figure 7 - Utilisation du sol dans la zone de Parrita-Quepos : les terres exploitées par la Compañia Bananera de Costa-Rica en 1962 (d'après une carte de WILKENS).



lement l'ancienne monoproduction. Diverses possibilités furent ainsi envisagées (hévéa, abaca, cacaoyer, palmier à huile, teck), mais on eut apparemment tellement de difficulté à choisir la meilleure solution que lorsque après la seconde guerre mondiale, le problème de la diversification agricole se posa véritablement, on préféra ne pas trancher la question et, l'abaca mis à part, on fit une place à chacune de ces cultures. Il faudra en effet attendre le début des années 1950 pour que s'impose véritablement ici la culture de l'eloeis et l'arrêt de la production bananière en 1956 ne fit qu'accélérer cette reconversion.

On notera cependant que si du point de vue de la société exploitante, ce changement de spéculation dominante s'avéra une excellente chose, il ne semble pas que cette mutation ait été pour l'immédiat le meilleur stimulant du développement régional. On constate en effet que la compagnie qui employait en 1947 5.600 salariés, n'en comptait plus dix ans après de 7 à 800 soit une compression d'effectifs de l'ordre de 85 p. 100 très révélatrice de la gravité de la situation. Sans doute le développement de nouvelles palmeraies, l'équipement de la région pour l'extraction de l'huile et l'intensification des pratiques agricoles devaient-ils entraîner ultérieurement une reprise de l'emploi (on comptait en 1963 déjà 1.100 salariés), mais il n'en reste pas moins que l'événement fut dans l'immédiat d'autant plus durement ressenti que ne se présentait à l'époque aucune alternative locale. Si réussie qu'elle puisse paraître en première approximation, la reconversion des anciennes

régions bananières est donc toujours génératrice de difficultés sociales et économiques. Car il n'est pas dans le Monde tropical d'activité agricole qui ait une meilleure capacité d'emploi et propose une plus large gamme d'activités, avec les responsabilités et les rémunérations afférentes. Certes il existe toujours des possibilités individuelles de reclassement à condition d'accepter le déplacement vers d'autres divisions de la compagnie, Golfito en l'occurrence. Mais il est certain que pour tous ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas effectuer le déplacement, pour la région intéressée par l'événement notamment, les effets récessifs sont toujours très graves.

Car l'activité bananière est une activité peuplante à la fois parce qu'elle concerne souvent des régions vides ou largement sous-occupées à l'origine, et parce qu'elle exige toute l'année pour les tâches variées qu'elle enchaîne une main-d'oeuvre nombreuse et peu spécialisée en général. Les zones bananières se caractérisent ainsi, ne serait-ce que par contraste, par de fortes densités. A dire vrai ce qui rend ces concentrations remarquables, n'est pas tant le nombre des hommes, la province de Limón n'a pas encore beaucoup plus de 10 habitants au kilomètre carré, que la rapidité avec laquelle elles se sont constituées. On a en fait peu de moyens d'appréhender le phénomène pour les créations les plus anciennes comme les plus récentes vu l'état de sous-administration des régions concernées et le fait que les sociétés ne diffusent pas systématiquement l'état de leurs effectifs. Mais on peut au moins constater que la région

de Turbo, en Colombie, aura ainsi vu sa population passer en six ans de 1964 à 1970, de 80.000 à 110.000 personnes soit une progression annuelle d'à peu près 6 p. 100 très supérieure en tout cas à ce que l'on constate dans la même période pour l'ensemble de l'Uraba (3,5 à 4 p. 100).

De la même façon on peut constater que l'élan des défrichements dans le bassin du Guayas entre 1950 et 1962 eut pour effet d'augmenter de 95 p. 100 la population de Guayaquil (506.000 habitants en 1962, plus 247.000 individus en douze ans), de 150 p. 100 celle d'Esmeraldas (plus 19.823), de 161 p. 100 celle de Machala (plus 12.152), de 239 p. 100 celle de Balzar (plus 4.597), et plus de 375 p. 100 celle de Quevedo (plus 15.621), tandis que se développait une nouvelle génération de centres fonctionnels comme El Triunfo sur l'itinéraire Durán-Tambo, ou El Empalme sur l'axe majeur Guayaquil-Balzar-Quevedo, à l'embranchement de la route de Manta-Portoviejo, qui avait déjà en 1962 4.359 habitants. C'est là évidemment un cas limite bien caractéristique du climat de l'immédiat après-guerre où la forte demande internationale de fruits se heurtait à l'incapacité des vieilles régions de culture à suivre exactement l'évolution de la consommation.

**B) Le système de production de la grande exploitation bananière intégrée :** Les structures de l'exploitation des zones bananières développées par les sociétés américaines partout où elles ont été amenées à intervenir directement dans la production ont peu varié au cours de l'histoire.

L'unité de base de la mise en valeur est la section. Elle est soigneusement délimitée, mesurée, cartographiée. C'est la parcelle que l'on plante, traite, récolte à même date. Un relevé soigné de la nature des terrains permet d'en connaître exactement les qualités agronomiques et de corriger de la manière la plus appropriée d'éventuelles carences. Elle acquiert ainsi une personnalité qui traduit une parfaite connaissance du milieu assise à la fois sur l'expérience que l'on a de la culture, quand celle-ci est comme aujourd'hui à peu près stabilisée, et un ensemble d'études souvent approfondies, ayant permis de préciser tous les paramètres de la pédologie locale. Elle est de taille très variable, 1 à 30 acres soit 0,4 à 12 ha, et est en général matérialisée sur le terrain par un piquetage discret. Elle est d'ailleurs souvent nettement délimitée par le réseau parallèle des drains les plus superficiels. Elle apparaît de cette façon comme une bande de terre allongée écoulant latéralement les eaux excédentaires mais parcourue surtout aujourd'hui dans son axe central par un câble où les régimes sont accrochés au moment de la coupe et assemblés en trains. Tractés ensemble jusqu'au collecteur principal, ils viennent s'intégrer à de longs convois que l'on achemine aussitôt vers le hangar d'emballage dans un froissement métallique très caractéristique de l'univers sonore de la bananeraie moderne.

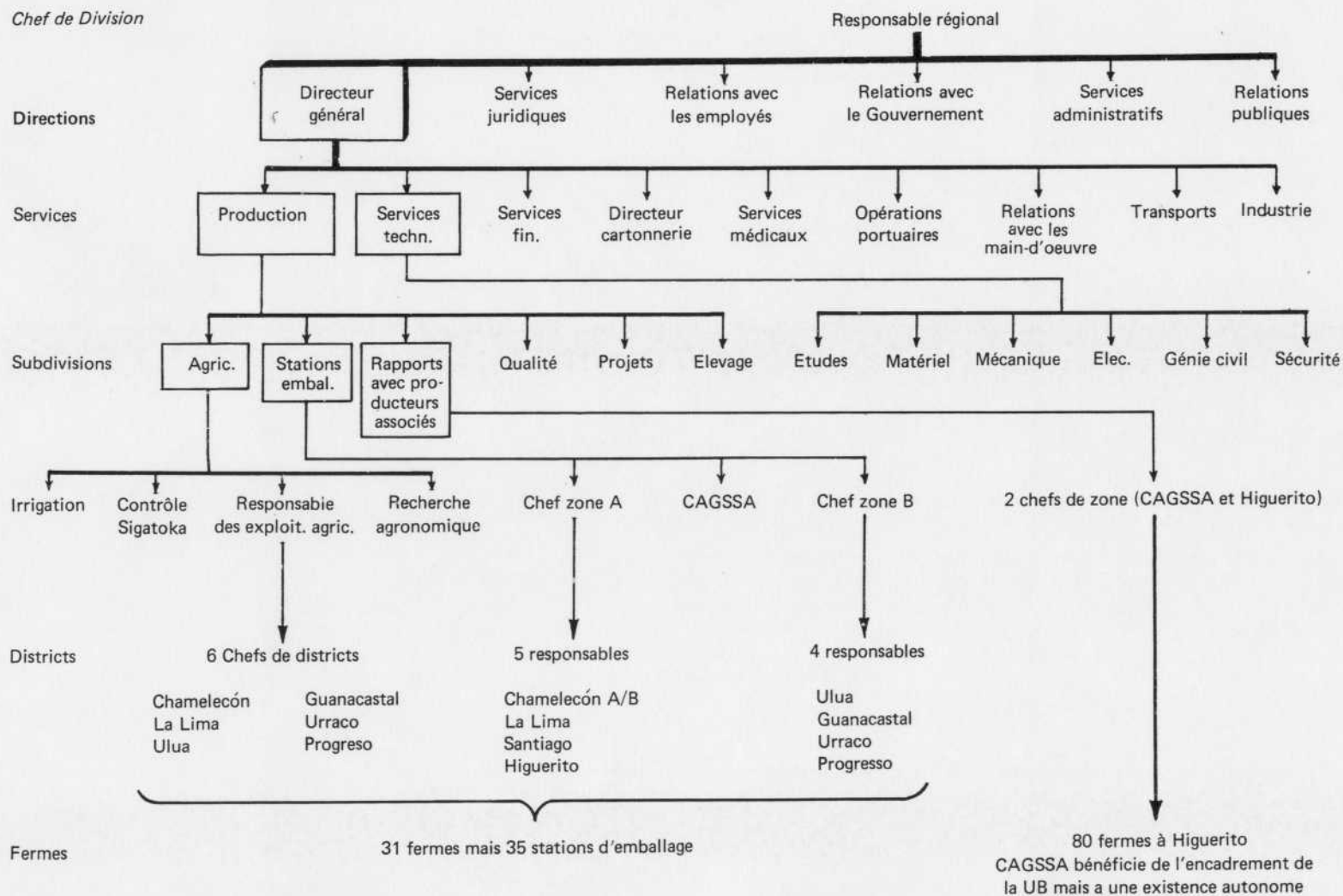
Au niveau immédiatement supérieur, les sections s'assemblent pour constituer les fermes que l'on désigne indifféremment par un nom propre aussi arbitraire que la topo-

nymie d'un lotissement urbain, ou par un simple numéro qui permet notamment de les identifier sur les cartons d'emballage. Ces unités d'exploitation ont aussi des dimensions variables bien que la moyenne apparaisse dans l'ensemble se situer entre 700 et 800 acres soit à peu près 300 hectares. Dans la réalité elles peuvent cependant évoluer entre un maximum situé entre 1.200 et 1.400 acres (environ 500 ha) et un minimum de 400-500 acres soit un peu moins de 200 ha. Telle quelle la ferme est bien l'échelon de base de la mise en valeur agricole. Elle a son état-major : le responsable de la gestion (overseer ou mandador de finca) et son adjoint direct chargé de l'organisation du travail (time-keeper) ; son petit personnel d'encadrement représenté par l'équipe des contremaîtres (capataces) ; ses bureaux et ses commis aux écritures assurant la comptabilité des travaux effectués, des produits utilisés, des résultats obtenus et renseignant régulièrement la direction de la « Division » sur l'état des cultures et les perspectives de récolte.

Au-dessus de la ferme se situe le « district ». C'est un échelon intermédiaire coiffant une demi-douzaine de ces exploitations mais de nature différente puisque les responsables opérant à ce niveau n'interviennent pas directement dans la production. Les tâches sont ici en effet essentiellement techniques. Mettant en oeuvre un équipement important, elles ont une portée plus générale et ont imposé en conséquence un autre découpage de l'espace à traiter. Elles relèvent directement pour cette raison de services centraux spécialisés qui délèguent à un chef de district le soin de superviser l'exécution du travail. Parmi les problèmes qui trouvent ainsi leur solution se situent l'irrigation et la surveillance sanitaire des cultures.

Au sommet de cette pyramide de responsabilités savamment hiérarchisées, l'échelon d'administration central coiffe les divers districts et supervise directement les fermes. Il est en étroits rapports avec le siège étranger de la compagnie dont il reçoit ses directives qu'il s'agisse de la politique de développement des cultures fruitières et des programmes de diversification ou du rythme des livraisons commerciales puisque lui échappent l'organisation du transport maritime et la destination finale des exportations. Non content de superviser la production et de tenter d'atteindre autant qu'il est possible les objectifs agricoles qui lui sont fixés, il a aussi la charge d'assurer la défense des intérêts de la Compagnie auprès des autorités politiques du pays d'accueil. C'est ce qui explique la complexité relative d'une Division bananière comme va nous le montrer l'examen rapide de l'une des principales unités de production de la United Brands ; celle de La Lima appartenant à sa filiale hondurienne, la Tela Railroad Company. Elle comptait en 1974 7.729 hectares plantés en bananiers et employait à l'époque 13.000 personnes dont 1.950 seulement étaient mensualisées. Elle assurait par ailleurs l'encadrement technique et commercial d'un certain nombre de producteurs sous contrat représentant à l'époque 2.807 hectares en culture. (figure 8).

Figure 8 - Organigramme simplifié d'une division bananière (U. Brands, La Lima, Honduras, été 1978).



N.B.- Nous n'avons détaillé que la filière production.

Il n'est pas facile de faire tenir dans un document de format limité la totalité des rouages de l'entreprise mais on peut en se bornant à la seule filière «production» prendre une bonne idée de la complexité de l'ensemble. Au niveau le plus élevé, à La Lima, six grandes Directions se répartissent les tâches dont la moitié concernent en fait les relations avec le pays d'accueil (Rapports avec le Gouvernement, Relations publiques, Services juridiques). Au côté du Responsable régional (Area Manager), ils constituent une équipe peu nombreuse mais active que rejoignent à l'occasion des négociations les plus délicates, quelques hauts fonctionnaires de la Compagnie momentanément détachés du siège Nord-américain avec un plus large pouvoir d'initiative. Au sein de cet état-major, un Directeur général (General Manager) a plus particulièrement la responsabilité des services dont dépendent le bon fonctionnement et la vie quotidienne de la Division de production proprement dite.

Parmi les divers services qu'il doit coordonner, on notera aussitôt le nombre relativement limité de ceux qui ont des responsabilités directement agricoles bien que la culture soit indiscutablement la finalité première de l'entreprise. C'est qu'une Division bananière est beaucoup plus qu'un simple agrégat de fermes, qu'elle mobilise également pour le meilleur développement des bananeraies tout un ensemble de techniques et de moyens spécialisés dont dépend fondamentalement la qualité de ses résultats et que l'efficacité des hommes, la meilleure utilisation des matériels qu'ils mettent en oeuvre, a imposé ici très précocement une stricte séparation des responsabilités. C'est pourquoi le Directeur général peut se décharger des problèmes les plus quotidiens de sa gestion sur un nombre relativement important de chefs de service (on en dénombre 9), dont les tâches sont certes diverses mais toujours parfaitement définies : comptabilité, soins médicaux, gestion du personnel ouvrier, mais aussi transports ferroviaires, opérations portuaires, confection des emballages et même, à La Lima, valorisation des fruits écartés au hangar de conditionnement. Il reste que les plus importants sont malgré tout les deux seuls que ne retient pas cette liste : celui qui a la charge de la production et celui qui a la responsabilité de l'ensemble des moyens techniques indispensables à la conduite de celle-ci (creusement et entretien du réseau de drainage, maintenance des installations d'irrigation, aménagement et réfection des routes et autres moyens de transport intérieurs à la bananeraie, entretien de tous les matériels roulants utilisés et d'un parc immobilier toujours très lourd).

Cependant, même allégé du souci de ces tâches «annexes», le Service «Production» a devant lui des responsabilités nombreuses et variées. Il est pour cette raison, lui-aussi, très démultiplié. Un responsable «Agriculture» supervise le personnel des diverses exploitations, contrôle la mise en oeuvre de l'irrigation et des traitements aériens et coiffe, administrativement au moins, la Recherche agronomique. Un autre assure la gestion et l'encadrement des stations d'emballage tandis qu'un autre encore est chargé, la sépa-

ration est logique, de surveiller la qualité des fruits, ce qui souligne assez bien l'importance que l'on accorde aujourd'hui à la question. L'encadrement des producteurs associés, les activités d'élevage et les cultures de diversification permettant de tirer un judicieux profit des terres non encore plantées ou en jachère, et l'étude des projets d'extension, justifient encore l'affectation d'un personnel spécialisé. Il est sûr évidemment que du point de vue des effectifs en cause, chacune des rubriques de cet organigramme n'a pas du tout le même poids. Telle en effet ne mobilise qu'une dizaine de personnes au maximum, alors que telle autre pourra en employer plusieurs centaines, voire quelques milliers. Mais ce qui est indiscutable, c'est que chacune a sa nécessité et qu'elle contribue à sa manière à l'efficacité de l'ensemble. On saisit mieux de cette façon tout ce que recouvre en réalité la formule assez anodine de «Division bananière» ; corps étranger certes mais organisme complet, «enkysté» dans un milieu géographique qu'il réaménage profondément et tout entier tourné vers l'extérieur vers son marché, n'ayant avec le pays d'élection que des rapports très superficiels et toujours soupçonneux.

Complexe, une zone bananière juxtapose ainsi deux paysages bien différents, deux milieux de vie parfaitement distincts quoiqu'indissociablement liés. D'un côté la nappe verte des plantations formant un bloc plus ou moins cohérent que cloisonnent seulement quelques cours d'eau, drains majeurs, voies ferrées ou axes routiers principaux, avec de loin en loin de curieux villages géométriques dont les toits de tôle étincellent au soleil ; de l'autre une agglomération de type urbain, petite ville étroitement associée à un environnement rural soit qu'elle ait prospéré comme à La Lima au voisinage immédiat de ses cultures, soit qu'elle ait préféré comme à Golfito (Costa-Rica) la proximité des installations portuaires au terminus du chemin de fer qui assure traditionnellement l'exportation des fruits. Rien ici n'étant de toute évidence laissé au hasard, on est donc amené à considérer de plus près ce dispositif original et particulièrement ces noyaux urbains que l'on serait tenté d'appeler «agrovilles», si le terme n'avait déjà acquis une signification bien précise, tant est forte la relation qui s'établit entre celui-ci et la zone agricole qui le justifie.

Il n'y a certainement pas dans leur organisation de plan préconçu, ne serait-ce qu'en raison des spécificités d'un milieu d'accueil parfois très contraignant ; mais toutes répondant au même besoin tendent à se distribuer selon des principes analogues d'où résultent de fortes similitudes. Ségrégation des activités, proximité de la résidence et du lieu de travail, développement de quartiers homogènes où ne voisinent que des personnels occupant une position analogue dans l'entreprise, sont en effet des normes parfaitement respectées et si anciennement établies que nul ne songerait aujourd'hui à les contester. Cela oblige évidemment à des déplacements internes chaque fois qu'un individu bénéficie d'une promotion qui le fait entrer dans une catégorie supérieure d'employés et le contraint à modifier parfois radicalement ses habitudes, voire ses fréquentations. Mais l'accession à un autre type de logement, l'entrée

dans un nouveau cercle de relations, la possibilité de profiter de nouveaux avantages, aident beaucoup mieux l'heureux bénéficiaire à saisir l'évolution de son statut qu'une simple modification de sa feuille de paie. La motivation n'en est que plus forte et ce qui pourrait a priori paraître une servitude, se révèle un puissant stimulant, ce qui est pour la Compagnie un gage d'efficacité.

On peut donc à partir de l'étude de l'un de ces centres, La Lima, prendre une bonne idée de tous les autres à condition cependant de se souvenir que le Honduras a toujours été l'un des principaux points d'appui de la UFC en Amérique centrale, qu'elle y a concentré en particulier l'essentiel de ses moyens de recherche, et que de ce fait l'exemple n'est peut-être pas le plus représentatif de la moyenne de ces créations originales. Une comparaison rapide avec Bananera (Guatemala) nous permettra d'effectuer les corrections indispensables. (figures 9 et 10).

La Lima est une agglomération située dans la plaine alluviale commune des Rios Comayagua et Chamelecón, sur la rive droite de celui-ci, en marge de la route Progreso-San Pedro Sula, à une dizaine de kilomètres seulement de cette ville. Etroitement corsetée par le fleuve, au Nord-est, que souligne une longue digue de protection contre les crues et les importantes emprises du chemin de fer dans sa partie Sud-est, elle est en raison du méandre que décrit le Chamelecón et de la vaste courbe que dessinent les voies avant de s'échapper vers l'Est en direction des bananeraies, nettement étranglée dans sa partie centrale ce qui lui donne la forme grossière d'un diabololo. Le plan est dans ces conditions assez schématique. C'est en effet là où la distance entre le fleuve et la voie ferrée est à son minimum, que se localise au débouché du nouveau pont, en bordure de l'axe routier desservant également les plantations, le centre de l'agglomération. Le bâtiment de la Direction, légèrement en retrait - lignes sobres, bois, peinture blanche et toit de tôle, séduisant mais hermétique pour ne pas nuire à l'efficacité de la climatisation, un hôtel pour employés, une résidence pour les hôtes de passage ou le nouvel arrivant de rang élevé qui n'a pas encore trouvé où se loger, sont les seuls indices, discrets au demeurant, que l'on est parvenu au cœur de celle-ci. Le va-et-vient des véhicules, le mouvement des personnes ne trompent pas cependant sur l'importance des lieux.

Plus au Nord se développe un quartier très aéré où l'abondance d'une végétation soigneusement maîtrisée et le calme soulignent la vocation résidentielle. La taille des villas, l'ampleur du terrain qui les entoure, la qualité des installations sportives et des équipements de loisir que l'on y trouve (piscine, tennis, golf), tout signale que se rassemblent à cet endroit les cadres principaux et les employés de rang supérieur. La présence des services de santé (l'hôpital au Sud de la route et de la voie ferrée), d'une «école américaine» et d'un centre commercial, ne modifie pas la tonalité générale d'un ensemble essentiellement consacré à la résidence et à la récréation. Au Sud, tout au contraire, la place apparaît comptée et la densité des

constructions est relativement forte. Entre la digue de protection formant à l'Ouest un rempart continu et la voie ferrée, à l'Est et au Sud, qui imposent à cette partie de l'agglomération de strictes limites, on peut cependant distinguer trois grands modes d'occupation de l'espace.

On trouve ainsi d'Ouest en Est les ateliers de mécanique générale avoisinant les bureaux d'étude et de dessin où s'élaborent les projets, puis les ateliers du chemin de fer assurant l'entretien du matériel roulant appartenant à la société et enfin l'usine de «purée» de banane, de création récente, ce qui explique une localisation périphérique. L'ensemble est soigneusement enclos ce qui simplifie les problèmes de surveillance hors des heures de travail. Dans la journée un contrôle permanent des véhicules aux divers accès s'efforce d'éviter les sorties illicites de matériel ou de matière première. A l'opposé en arrière de la digue, se concentrent divers bâtiments scolaires et les installations du centre de recherche agronomique. On y trouve également une église, un club et diverses installations sportives. Entre un secteur voué ainsi au travail et un autre orienté plus particulièrement vers le culturel et les loisirs, il ne reste apparemment que peu de place pour la résidence des employés subalternes, des techniciens et des ouvriers. Fort heureusement tout le Sud de l'agglomération peut lui être consacré et il reste encore quelques possibilités à l'extrême Sud-est de celle-ci pour d'éventuels développements.

Le centre de La Lima qui héberge peut-être sept à huit mille personnes est donc au total un organisme parfaitement autonome, dispensant à ses habitants un confort incontestablement supérieur à ce que l'on peut s'attendre à trouver dans la moyenne des centres urbains de cette importance au Honduras, voire dans des villes de taille très supérieure. C'est un noyau complexe associant à la fonction administrative, une gamme très large de services et même un embryon de vie industrielle, l'unité de fabrication de pâte de banane remplaçant ici l'usine de cartonnages qui fait maintenant partie du paysage des grandes régions de production fruitière commerciale. Elle est en effet dans ce cas localisée à Tela, à proximité du port où sont réceptionnés les kraft et le retour des wagons fruitiers à vide permet de livrer les cartons au gré des besoins. A Bananera par contre, on a édifié la cartonnerie à la limite de la ville, à mi-chemin du port et des plantations.

Ce dernier centre est certes beaucoup plus modeste mais il doit peut-être au fait qu'il fut également conçu par la UFC avant d'être transféré à la Del Monte, de montrer une organisation très analogue. Etiré selon un axe Nord-est - Sud-ouest, il s'appuie dans sa partie septentrionale à la voie ferrée principale joignant Guatemala-Ciudad à Puerto Barrios et développe ses installations de part et d'autre de l'embranchement ferroviaire installé par la Compagnie pour la desserte de ses plantations. Celles-ci sont établies plus à l'amont sur les deux rives du Motagua où elles constituent deux districts de production très cohérents tandis que les planteurs associés forment plus à l'aval un groupe autonome et livrent directement leurs



Figure 9 - LA LIMA 1977

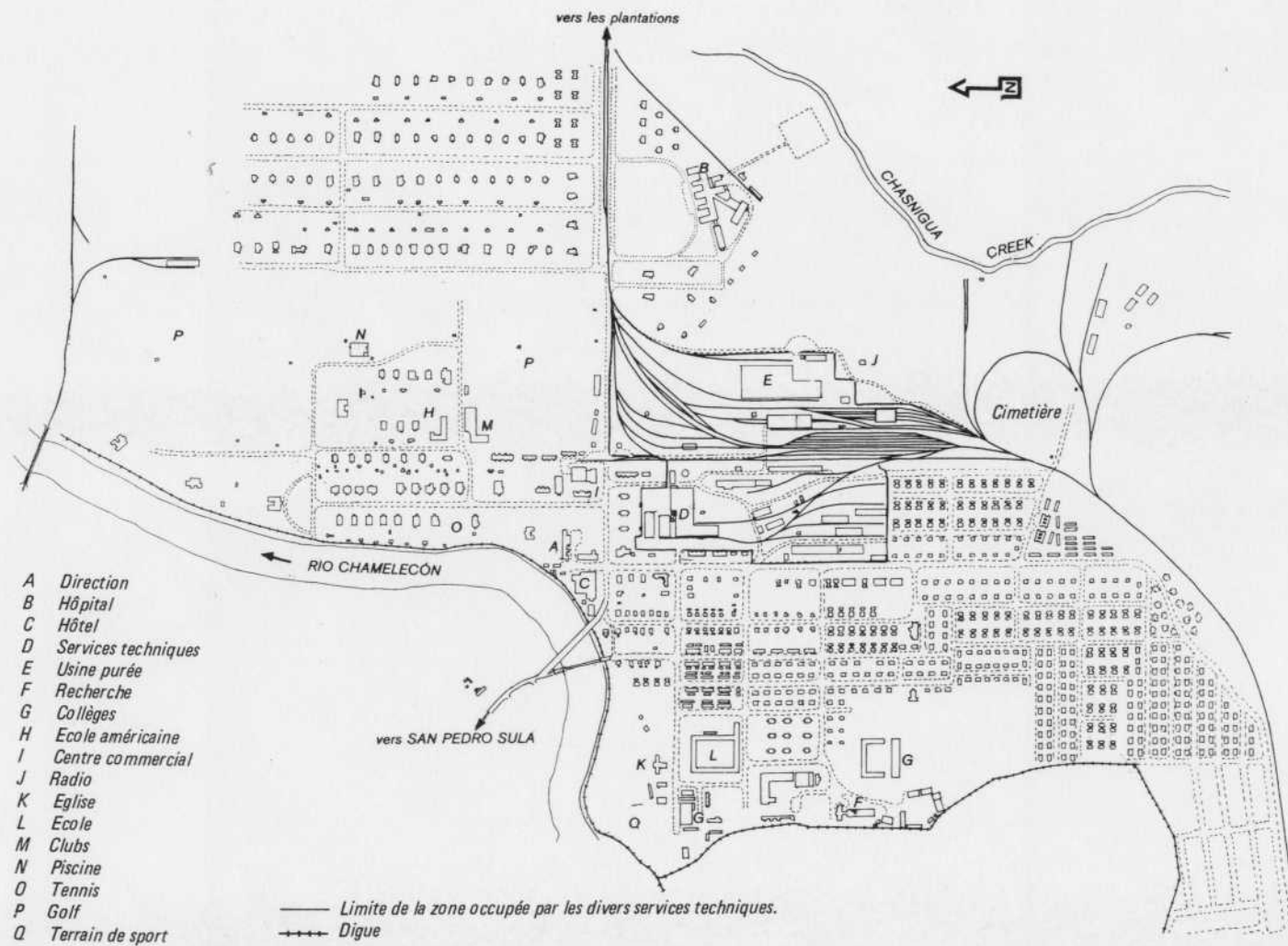
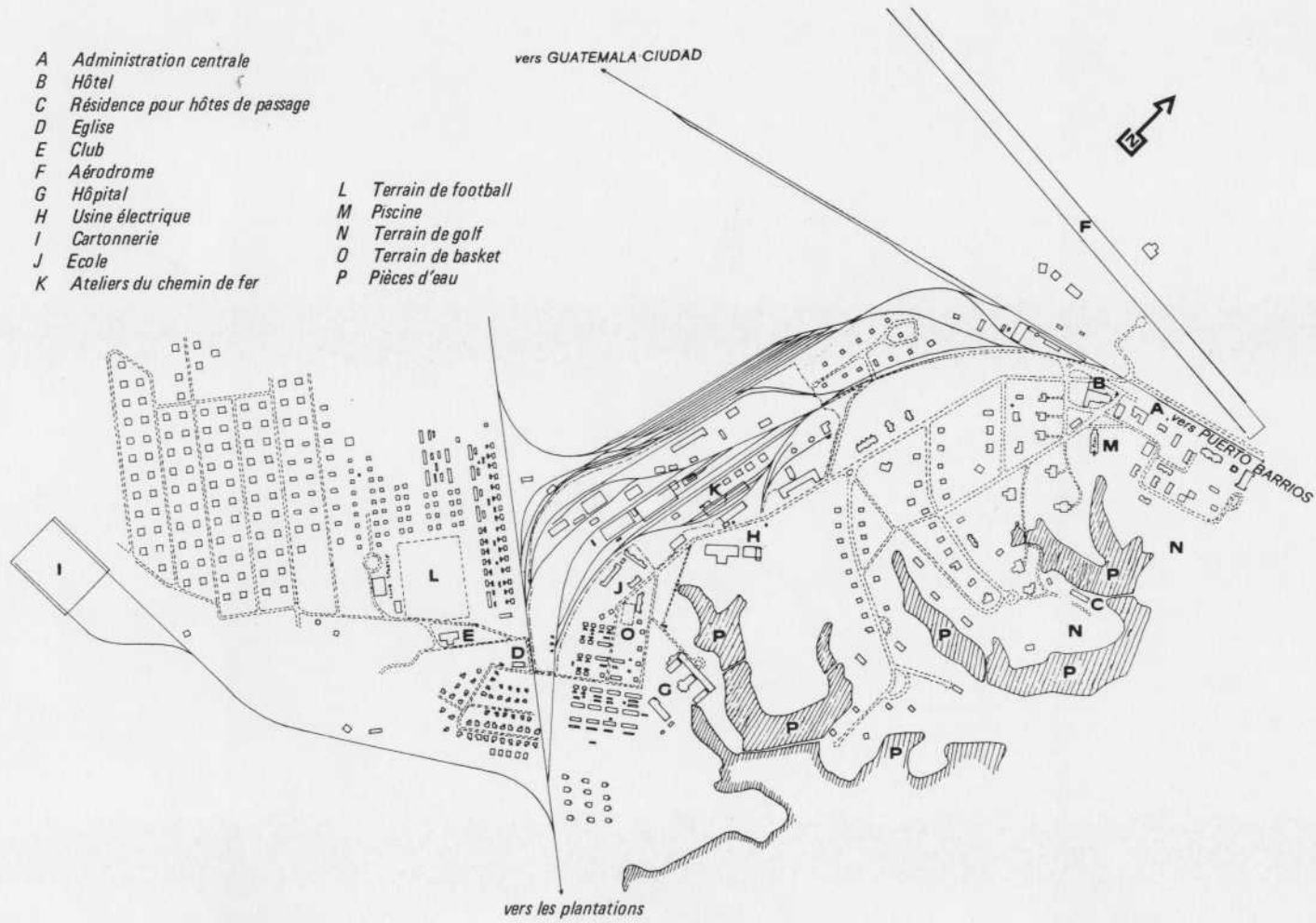


Figure 10 - BANANERA 1977.



fruits au port grâce à un embranchement ferroviaire particulier qui leur permet d'atteindre le réseau principal sans avoir à faire le détour par Bananera. Bien que ce centre ait été établi au milieu de la plaine alluviale, dans un cadre par conséquent assez anonyme si on le compare notamment au site de Golfito (Costa-Rica), il doit incontestablement à l'existence d'une vaste pièce d'eau artificielle ayant permis sans doute à l'origine l'assainissement du terrain, un cachet très particulier. C'est en effet dans la partie de l'agglomération située à l'Est des emprises ferroviaires que se développe au bord de ce lac aux contours digités, le quartier résidentiel rassemblant comme de coutume au voisinage immédiat de leur lieu de travail, les cadres supérieurs et moyens de la Compagnie. On y retrouve les mêmes villas traduisant par leur aspect, leur importance, leur environnement, la position hiérarchique de leurs occupants ; les mêmes surfaces engazonnées, les mêmes plantations d'agrément mais aussi le club, la piscine, les tennis, le golf surtout, éléments indispensables au confort de la vie quotidienne de ces milieux de vie privilégiés où travail et loisirs sont organisés avec le même soin pour le meilleur rendement de l'entreprise.

Contrairement cependant à La Lima où la ville apparaît organisée autour d'un centre bien défini, Bananera montre un dispositif différent mais réalise une séparation toute aussi nette des catégories sociales. On constate en effet qu'en raison de la position très excentrique du bâtiment de la Direction toujours flanqué de l'hôtel où sont hébergés les employés célibataires ou de passage, tous deux localisés ici au voisinage de la voie ferrée principale et de l'aérodrome, ce sont les ateliers du chemin de fer et les services techniques, les bâtiments scolaires et l'hôpital qui se trouvent occuper la partie médiane de l'agglomération. De ce fait la séparation entre le quartier de résidence populaire que l'on distingue au Sud-ouest, maisons d'un type plus banal rigoureusement alignées sur un réseau de rues parallèles, et le quartier de résidence aisée bordant le lac apparaît encore plus évidente. Il est vrai que la solidarité de ces deux ensembles se signale par une possibilité de libre circulation de l'un à l'autre, alors que le domaine de la Compagnie est soigneusement clos de murs dans toute la partie de celui-ci qui jouxte le bourg voisin de Morales. Les gardes armés veillant aux portes ajoutent à l'efficacité de cette barrière dissuasive. La Lima, en raison de sa situation à l'écart des agglomérations les plus proches, n'a pas besoin d'une protection aussi évidente.

On ne doit cependant pas oublier que ces concentrations de type urbain qui caractérisent l'intervention des grandes sociétés bananières n'ont en fait de réalité que dans la mesure où elles contribuent à l'animation d'un vaste domaine agricole rationnellement exploité. Que la production décline ou cesse et c'est immédiatement pour ces centres fonctionnels une vie languissante ou la disparition pure et simple à terme sauf transfert comme dans le cas de «Prado de Sevilla» (Colombie) à la puissance publique. Que de nouveaux défrichements par contre soient entrepris et c'est l'occasion d'une nouvelle prospérité. On

peut donc valablement les envisager sans se référer immédiatement aux formes d'organisation de la vie agricole qui justifient leur existence et déterminent leur animation. Chaque ferme, si modeste soit-elle, est ainsi l'élément de base d'un système auquel le chef-lieu de la Division, intermédiaire obligé entre le siège étranger de la Compagnie et l'échelon de production, s'efforce de donner cohérence et efficacité.

La culture bananière commerciale étant encore assez peu mécanisée hormis le défrichement de la terre confié au bulldozer, le creusement des drains réalisé par divers modèles d'excavatrices ou le transport des régimes vers le hangar d'emballage, le travail des plantations est encore aujourd'hui essentiellement manuel. Comme il s'agit également d'une production délicate menée sur de larges surfaces, elle oblige donc à disposer en permanence d'une main-d'oeuvre nombreuse et impose pour cette raison aux sociétés de prévoir l'hébergement, les approvisionnements en denrées essentielles et l'encadrement sanitaire de leurs ouvriers. De ce fait chaque ferme se doit d'abriter au sein d'un gros village aux maisons de bois et de tôles strictement alignées, vaste clairière géométrique appuyée en général par l'un de ses côtés à la voie ferrée qui assure encore l'essentiel de ses liaisons avec l'extérieur, la totalité de ses travailleurs agricoles et de son personnel d'encadrement. L'importance des habitations, du terrain qui les environne, signale ici également la hiérarchie des fonctions. Un bâtiment d'administration abritant quelques bureaux, une boutique du type bazar pour les achats les plus courants, un terrain de football, élément indispensable à la récréation des travailleurs, assurent à ce centre élémentaire un minimum d'infrastructures tandis que, disséminés le long de la voie, souvent à l'écart, on trouve le hangar de conditionnement et les bâtiments abritant le matériel, les installations de pompage notamment et tous les produits qu'une exploitation agricole se doit de stocker pour satisfaire les besoins de son fonctionnement quotidien.

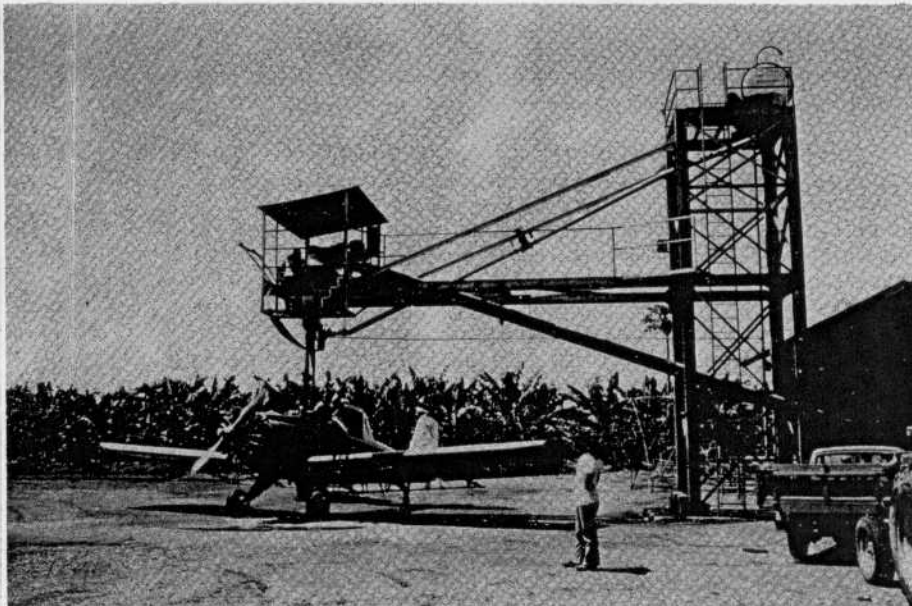
Le travail des bananeraies proprement dit, c'est-à-dire les soins à la plante pendant toute la durée du cycle productif à l'exclusion notamment de l'irrigation et des traitements aériens qui relèvent de personnels spécialisés, est le fait de simples manoeuvres formés en équipes plus ou moins nombreuses sous la conduite de contremaîtres chargés de s'assurer de la bonne exécution des tâches qui leur sont affectées. L'oeilletonnage mis à part, la plupart des interventions humaines en plantations ne nécessitent en effet qu'un peu d'application mais aucun savoir-faire particulier. On pourrait même à la rigueur envisager l'exécution mécanique d'une partie des travaux, épandages d'engrais ou pulvérisations d'insecticides, s'il était toujours possible de faire entrer dans les parcelles les engins nécessaires sans dommages pour la culture. Le curage des fossés est cependant dès à présent réalisé avec des moyens essentiellement mécaniques alors qu'il exigeait auparavant une main-d'oeuvre nombreuse, et les apports d'engrais sont couramment effectués soit en mélange dans les eaux d'irrigation, soit par la voie aérienne. Ainsi la part de travail manuel tend-elle

## PLANCHE 5

### Les traitements aériens

**Phot. 1.** L'avion en cours de chargement pour le traitement de la Cercosporiose (Guatemala)

*(Cliché de l'auteur)*



**Phot. 2.** Le dispositif de chargement original imaginé par United Brands (ici, à Golfito – Costa Rica)

*(Cliché de l'auteur)*

**Phot. 3.** L'avion au travail à Golfito ;  
épardage des engrais en granulés.

*(Cliché de l'auteur)*



malgré tout à se réduire à mesure notamment que la pression des organisations ouvrières impose des salaires plus élevés et ceci bien que l'intensification récente des pratiques agricoles oblige en fait à conserver une main-d'oeuvre relativement importante pour satisfaire aux exigences qualitatives de la production.

Il en résulte que la gestion d'une Division bananière est une grosse affaire puisqu'à la puissance des moyens financiers qu'elle exige s'ajoute la mobilisation d'un personnel nombreux aux niveaux de qualification variés. C'est donc un ensemble parfaitement cohérent, fortement hiérarchisé, se suffisant parfaitement à lui-même et ne demandant à peu près rien au pays d'accueil si ce n'est de lui fournir à l'occasion le complément de main-d'oeuvre indispensable, puisqu'elle suffit même aujourd'hui à l'essentiel des besoins de son encadrement en offrant aux enfants de ses employés les plus fidèles une intéressante possibilité de promotion interne grâce à laquelle elle dispose sans peine d'un personnel de qualité formé dans l'entreprise et dévoué à ses intérêts.

**C) Le système de production de la bananeraie associée ou indépendante :** Bien que les conditions du travail soient dans l'un et l'autre cas sensiblement différentes, producteurs associés et planteurs indépendants ont en commun la faiblesse relative de leurs moyens financiers et l'importance en général limitée de leurs exploitations. Les premiers surtout typiques de la zone américaine où ils soulignent le rôle déterminant des compagnies dans la commercialisation des fruits, ont cependant l'avantage d'être assurés, par contrat, de l'écoulement de leur récolte et de bénéficier d'un encadrement technique leur permettant de développer leur activité dans les meilleures conditions. Les seconds, plus largement répartis à la surface du Globe, apparaissent moins favorisés puisqu'aux risques de la production s'ajoutent pour eux les aléas du Commerce, mais ils ont su en général s'organiser pour surmonter leur dispersion par la création d'associations professionnelles souvent puissantes et ils ont pu ainsi dans les périodes les plus délicates faire pression sur les Pouvoirs publics pour obtenir les mesures de protection leur permettant d'échapper opportunément à la dure loi de la concurrence internationale. Ils ont de ce fait pu transformer une situation d'évidente faiblesse au départ en une position de force indiscutable alors que les producteurs associés restent éternellement dépendants même s'ils peuvent aujourd'hui se prévaloir de certaines protections gouvernementales.

On sera évidemment tout de suite sensible à l'hétérogénéité d'un groupe qui inclut des situations économiques bien différentes. C'est ainsi qu'en 1977 la Tela Railroad Company avait dans la région de La Lima une centaine de producteurs associés dont un seul, la «Compañía Agropecuaria de Sula» (CAGSA) approchait le millier d'hectares et livrait le quart des bananes que United Brands achetait au Honduras par l'intermédiaire de sa filiale, en plus de sa propre production. Un autre quart provenait de huit autres fournisseurs ayant une moyenne de 130 hectares

tandis que les 50 p. 100 restants étaient constitués par les apports de 84 planteurs représentant seulement une moyenne de 20 hectares. On peut en effet remarquer que les compagnies hésitent en général, sauf circonstance exceptionnelle, à s'associer de trop grosses entreprises à moins qu'elles n'aient la possibilité d'exercer un étroit contrôle sur leurs opérations agricoles et ne soient ainsi assurées du suivi de la production. Leur préférence va plutôt, quand elles sont libres de leur choix, à des unités de taille moyenne ou même petites relativement aux normes américaines, plus propices à un travail soigné et plus faciles à encadrer. Nous avons pu ainsi constater en 1971 que la moyenne des plantations associées à la Frutera n'était à Turbo (Colombie) que de 33 ha contre 63 pour la moyenne des exploitations ayant adhéré à la Coopérative locale «Augura» qui, à l'époque, rassemblait déjà près de 80 p. 100 des producteurs. On ne descendait pas il est vrai à moins de 10 ha et 65 p. 100 des exploitations se situaient malgré tout entre 20 et 100 ha.

C'est là en effet où la concurrence des exportateurs de toutes tailles a poussé souvent très tôt à un développement anarchique des cultures comme à la Jamaïque dans les dernières années du siècle précédent ou en Equateur encore dans les années 1950. que la dispersion apparaît la plus forte, là aussi où elle parvient à se maintenir le plus longtemps à l'abri de structures coopératives. Ce n'est donc que depuis deux ou trois décennies avec le changement de la variété cultivée et plus généralement l'évolution rapide de la culture bananière vers des formes intensives qui accompagne partout cette mutation, que l'on voit la situation se modifier progressivement. On n'assiste sans doute pas alors systématiquement à un reflux brutal des surfaces en culture puisque celles-ci enregistrent souvent au contraire un sensible développement, mais la réduction du nombre des planteurs est dans l'ensemble nette et de notables modifications dans les structures de la production se dessinent à l'avantage de la grande ou, au minimum, de la moyenne exploitation. On constate ainsi à la Martinique, numéro un actuel de la spéculation bananière aux Antilles, que de 1963 à 1972 par exemple, le nombre des producteurs tombe globalement de 29 p. 100 alors que l'étendue de la zone bananière progresse encore d'un peu plus de 7 p. 100. Mais alors que la chute des effectifs est rapide pour les exploitants de moins de 20 ha (moins 30 p. 100 pour les moins de 5 ha, moins 45 p. 100 dans la catégorie des 5 à 20 ha), ce qui ne se traduit pourtant que par un recul limité des surfaces qu'ils cultivent (moins 9,3 p. 100), on constate au contraire un sensible développement du nombre des exploitants de plus de 20 ha (plus 18 p. 100) et des surfaces qu'ils exploitent (plus 22,5 p. 100).

En raison donc des fortes différences pouvant apparaître d'une exploitation à l'autre à conditions naturelles égales, ou a fortiori entre plantations de plaines et bananeraies d'altitude, il est hors de question de chercher à définir ici un type moyen d'exploitation qui puisse rendre compte aussi parfaitement que dans le cas précédemment évoqué, de la moyenne des situations observables. Tout au plus

peut-on retracer les principales étapes d'une évolution historique et définir ainsi quelques attitudes devant la production fruitière qui ont caractérisé des moments successifs de son développement mais peuvent encore se retrouver aujourd'hui, toutes proportions gardées, dans le comportement des planteurs selon l'intérêt qu'ils portent à la culture et les soins qu'ils lui accordent en conséquence.

A l'origine et pratiquement jusqu'au développement de la Cercosporiose, la production bananière d'exportation, éminemment spéculative, est en règle générale menée sans grand souci de ménager la fertilité naturelle, et l'essentiel des pratiques agricoles se limite normalement à quelques opérations simples que l'on peut confier à une main-d'œuvre non qualifiée. Comme il ne s'agit pas systématiquement ici d'une création mais souvent d'un changement d'activité motivé par le souci de profiter d'une conjoncture favorable, il n'a pas été toujours indispensable de procéder à d'importants défrichements, ce qui réduit d'autant les frais d'établissement. Mais sauf dans le cas de secteurs suffisamment accidentés pour que l'on ait pu se contenter du drainage naturel, il a fallu cependant effectuer un minimum de travaux pour assurer, en plaine surtout, l'écoulement des fortes pluies de l'hivernage. Certains ont dû également financer la création de quelques voies de desserte pour assurer l'exportation des fruits quand il n'était pas possible de se contenter d'un simple portage jusqu'au chemin entretenu le plus proche. On constate donc là encore que les plus gros travaux ont été imposés par la préparation du terrain et sa mise en culture, et que relativement les tâches proprement agricoles prennent moins d'importance.

La culture bananière aux Canaries, en Guinée française, en Somalie italienne, à Santa-Marta (Colombie) même où l'irrigation est très tôt pratiquée, s'individualise sans doute rapidement par des méthodes de travail déjà plus intensives en relation avec une variété exigeante ou un milieu plus difficile, mais partout au contraire où la spéculation bananière se développe sous la menace pressante du Mal de Panama, on est porté à la négligence vu la brièveté en général de la durée de vie des bananeraies. On ne doit pas cependant surévaluer le niveau de technicité atteint très localement en fait par la culture car les Canariens, les Israéliens et les Australiens mis à part, les premiers en raison d'une situation géographique déjà marginale, les derniers parce qu'engagés dans une lutte opiniâtre contre le Bunchy top, l'intensification de la culture est à l'origine au moins très relative. On notera d'ailleurs que dans toute la zone essentiellement américaine où a prévalu la Gros Michel, on ne recherche jamais les fortes densités et les plus hauts rendements à l'hectare. La variété ne s'y prête guère et tout le système commercial imposé par les compagnies est en fait conçu de telle façon qu'il encourage l'obtention des plus gros régimes (9 mains ou plus, 6 mains au grand minimum), plutôt que les records de productivité à l'unité de surface. Entre 1943 et 1945 à titre d'exemple il en est résulté que le poids moyen des régimes importés aux Etats-Unis en provenance de l'Amérique centrale était de 60

livres, soit une moyenne de 3,8 tonnes à l'hectare, alors qu'à même époque on pouvait enregistrer aux îles Canaries un rendement de 19,1 tonnes/hectare, cinq fois supérieur par conséquent.

On a peu de renseignements précis dans l'ensemble sur une époque qui fut certainement pour les planteurs un «âge d'or» puisque pour un investissement important, mais au total limité, on pouvait obtenir des gains élevés. M. JORES, Consul de France au Costa-Rica au début du siècle, nous apprend que pour un domaine de 100 manzanas (environ 70 ha), on pouvait en tenant compte de la valeur du terrain, des frais d'aménagement et d'administration, évaluer par exemple en 1905-1906 le bénéfice moyen à 50 ou 60 p. 100 du résultat de l'entreprise. P. SERRES exerçant la même fonction une quinzaine d'années plus tard, nous dit encore que la rentabilité de la culture pouvait être au début des années 20 telle que «le capital investi (était) en général remboursé pendant la première année». Ainsi après le gros effort consenti aux origines de l'opération pour débroussailler, planter, abattre les grands arbres, aménager chemins et drains indispensables, le planteur pouvait pendant une dizaine d'années peut-être, tirer un revenu substantiel de son exploitation sans autre peine que d'assurer de temps à autre le nettoyage de sa bananeraie et de mettre au travail les équipes de coupeurs quand l'exportateur lui en donnait l'ordre, sans autre souci grave parfois que de préserver ses bonnes relations avec le personnel de la compagnie chargé de la réception des fruits ou garant de la reconduction de son contrat. Il subsistait en effet bien des risques tels qu'inondations ou coups de vent, mévente ou modification sensible des normes de qualité ou de prix imposés par la toute puissance de l'intermédiaire commercial, développement enfin plus rapide que prévu du Mal de Panama ; mais la situation n'était pas malgré tout dépourvue d'avantages et l'on pouvait d'ailleurs préparer l'avenir en plantant en même temps que les bananiers des cacaoyers qui donneraient huit à dix ans plus tard et prendraient alors le relai de la production fruitière abandonnée ou disparue.

L'apparition de la Cercosporiose peu avant la seconde guerre mondiale et son expansion rapide n'eurent sans doute pas d'effets immédiats sur l'intensité des pratiques agricoles, encore que le coût des traitements ait dissuadé de disperser la production afin de n'avoir à intervenir que sur le minimum de surface. Mais elle contribue incontestablement à aggraver les difficultés des planteurs en réduisant la rentabilité de leurs cultures au moment même où leur étaient imposés les plus lourds investissements s'ils voulaient maintenir envers et contre tout leur activité. N'ayant pas en général la surface justifiant la mise en place d'équipements fixes, ni les moyens d'acquérir le matériel indispensable, ils furent donc bien souvent contraints à l'abandon et la fermeture des marchés européens aux fruits latino-américains, le ralentissement de la consommation aux Etats-Unis précipitèrent leur déconfiture partout où ils ne purent obtenir de protections particulières. C'est dans ces conditions que disparaît en particulier la vieille

zone bananière de Puerto-Limón où la UFC avait de plus en plus transféré à des producteurs associés les risques de la culture au lendemain de la première guerre mondiale.

Avec la reprise des échanges, à partir de 1945-1946, ceux qui s'étaient obstinés à maintenir cette production, et bien sûr tous ceux qui, en Equateur notamment, découvriraient cette activité réputée lucrative, durent accepter de procéder plus ou moins vite à l'achat des appareillages tractés ou portés permettant d'effectuer dans les moins mauvaises conditions les indispensables applications régulières de bouillie bordelaise. Mais l'efficacité de leur travail restait dans bien des cas médiocre, surtout dans la zone antillaise où le relief et les fortes précipitations, les vents et la forte densité des cultures, rendaient les traitements aléatoires et permettaient rarement des interventions pleinement efficaces. L'une des tâches prioritaires de l'IFAC en Guadeloupe fut donc, après avoir tenté de tester les équipements disponibles les plus satisfaisants, de chercher à définir de nouvelles méthodes de traitement mieux adaptées aux réalités locales. L'utilisation de mélanges huileux et les techniques de nébulisation finalement retenues en permettant l'utilisation de la voie aérienne permirent ainsi de lever l'un des obstacles les plus graves à la permanence de l'activité fruitière pour nombre de producteurs petits ou moyens.

L'alerte passée, la culture bananière put donc aux Antilles particulièrement connaître un nouvel essor. Le système de production avait dans l'ensemble assez peu varié, mais les nouvelles méthodes de lutte, collectivement mises en oeuvre, avaient au moins l'avantage de dispenser les planteurs du souci d'acheter, d'entretenir et d'utiliser un matériel individuel. Tout change par contre relativement très vite avec les années 60, Au moment en effet où la mutation variétale vient radicalement modifier les données du marché international en relançant la production costaricienne ou hondurienne, le retour en force des fruits centre-américains en Europe va imposer à tous les producteurs, à ceux notamment qui avaient su profiter de la vague protectionniste des années 1930, un effort de renouvellement radical. C'est en particulier pour les Antilles francophones un moment d'autant plus difficile qu'au terme de la phase d'expansion rapide des exportations qui marque ici la fin des années 50, elles prennent simultanément

conscience des effets à long terme de la départementalisation, des limites d'une protection qui même renforcée ne leur épargne plus les risques de la concurrence internationale, de la précarité de leur situation dans une zone à cyclones et de la perspective peu séduisante de la stabilisation prochaine de la consommation nationale. La Guadeloupe en fut particulièrement affectée.

C'est à partir de là qu'évolue véritablement le système de production de la bananeraie indépendante ou associée, transformation d'autant plus radicale que l'abandon de la Gros Michel a contraint à repenser à la fois les méthodes de culture et les techniques de conditionnement du fruit à l'imitation de la grande plantation intégrée. On commença donc en général par se doter d'installations plus ou moins sommaires en vue de l'exportation des fruits en mains découpées sous emballage de carton puisque cette importante innovation précéda souvent, en Equateur par exemple, le changement de la variété. On put ainsi habituer le personnel à ses nouvelles conditions de travail, bien avant que les plantations nouvelles soient entrées en pleine production. Mais à partir de là au contraire l'effort de renouvellement apparut extrêmement rapide et il s'avère d'autant plus éprouvant pour les hommes, traumatisant parfois, qu'il s'impose partout, immédiatement et de la façon la plus contraignante. On passe ainsi par une transition finalement très courte d'une culture restée souvent assez extensive par la force des choses à des modes de production plus exigeants, imposant en tout cas au planteur un engagement personnel et des apports financiers beaucoup plus importants en général que ce à quoi il s'était accoutumé par une pratique plus ou moins ancienne. On conçoit dans ces conditions que beaucoup s'y soient découragés et que les quelques secteurs géographiques où la petite plantation s'était particulièrement épanouie, soit spontanément, soit par un choix délibéré de la Puissance publique, aient souvent très mal assumé ce saut technologique. Les Antilles anglophones, les Etats africains ayant fait une place particulière à la production bananière commerciale depuis les années 1930, illustrent assez bien ce propos.

Il nous faut cependant avant d'entamer l'examen précis de ces situations particulières, prendre d'abord une idée claire du système commercial de la banane, de ses variantes historiques et de ses évolutions récentes. Ce sera l'objet de notre seconde partie.

à suivre